

CONSEIL DE LA LANGUE FRANÇAISE



PRIX

JULES-FOURNIER

1992

Carole
BEAULIEU

Québec 



PRIX

JULES-FOURNIER

1992

Carole
BEAULIEU



TABLE DES MATIÈRES

| | |
|---|----|
| Prix Jules-Fournier 1992 | 3 |
| Douzième lauréate du prix Jules-Fournier | 5 |
| Proclamation du prix Jules-Fournier 1992 | 7 |
| | |
| Carole Beaulieu Un bref curriculum vitae... pour des réalisations déjà impressionnantes | 15 |
| Reportages de Carole Beaulieu | 17 |
| La tornade Kashtin | 19 |
| Les Indiens de Sibérie | 22 |
| Mirage blanc... illusions noires ? | 25 |
| Le grand merdier | 28 |
| Le ras-le-bol du public | 31 |
| Promenade en sociétés distinctes | 34 |
| Le ministère de l'EnviRONNement | 37 |
| Pénombre sur les enfants d'Agaguk | 41 |
| Dans le ventre de la métropole | 44 |
| La mort de ma ville | 48 |



Prix Jules-Fournier 1992

*Sur proposition du jury,
le Conseil de la langue française
a l'honneur de déclarer lauréate du
prix Jules-Fournier*

Madame Carole Beaulieu

pour la qualité exemplaire de la langue de ses reportages, en particulier la simplicité, le naturel, la sobriété de son vocabulaire, de même que l'élégance de son approche journalistique ; pour son style humain et moderne et son originalité dans le traitement des sujets.

Fait à Québec,

ce vingt-septième jour de novembre mil neuf cent quatre-vingt-douze

*Le Président du
Conseil de la langue française*

Pierre Lapointe

*Le Secrétaire du
Conseil de la langue française*

André Gauthier

Carole Beaulieu

Douzième lauréate du prix Jules-Fournier

Le prix Jules-Fournier, institué en 1980 par le Conseil de la langue française, veut encourager la qualité de la langue chez les journalistes. Le prix ainsi nommé évoque la brève carrière du journaliste québécois Jules Fournier (1884-1918), dont Olivar Asselin écrivait qu'« il est probablement, à tout prendre, l'intelligence la plus complète, la plus fine qui ait encore paru parmi nous ». Reconnu pour la vigueur, la clarté et la précision de son style, Jules Fournier travailla successivement à *La Presse*, au *Devoir* et à *La Patrie*. Il succéda à Olivar Asselin à la direction du *Nationaliste* et fonda son propre journal, *L'Action*. Nommé traducteur au Sénat en 1917, il écrivit un essai intitulé *La langue française au Canada*.

Le Conseil de la langue française a décerné cette année, sur recommandation unanime du jury, le prix Jules-Fournier à madame Carole Beaulieu, journaliste à *L'Actualité*.

Madame Armande Saint-Jean a présidé le jury composé des journalistes Laurent Laplante, Francine Montpetit et Jean Royer. Antoine Godbout, secrétaire du Conseil de la langue française, faisait également partie de ce jury.

Lauréats

1981
Nathalie PETROWSKI

1982
Réjean TREMBLAY

1983
André DALCOURT

1984
Francine MONTPETIT

1985
Daniel PÉRUSSE

1986
Guy DESHAIES

1987
Pierre SORMANY

1988
Gilles LESAGE

1989
Jean-V. DUFRESNE

1990
Jean-François LISÉE

1991
Réal PELLETIER

*Proclamation du
prix Jules-Fournier*

1992

Hommage à Carole Beaulieu

La moisson a été particulièrement abondante, cette année, quant aux candidatures soumises au prix Jules-Fournier du Conseil de la langue française. Serait-ce que la qualité de la langue s'améliore peu à peu et qu'un nombre croissant de journalistes produisent des textes susceptibles d'être primés ? Faut-il répondre à cette question, il faut constater que le travail du jury de cette année, sans être ardu ou laborieux, a nécessité une analyse rigoureuse et d'assez longues, bien qu'agréables, délibérations.

Les critères d'attribution du prix Jules-Fournier sont pourtant clairs : ils nous amènent à rechercher une qualité exemplaire de la langue chez un journaliste de la presse écrite, soit la clarté, la précision, la correction du français, l'originalité du style, la rigueur de l'exposé. On ne peut donc retenir que les textes dont les qualités linguistiques sont exceptionnelles

et qui présentent une valeur journalistique supérieure à la moyenne. Sans récompenser en premier lieu la valeur journalistique au sens propre, le prix doit néanmoins couronner un travail de grande qualité, sur le plan tant de la forme que du fond. En effet, que vaudraient des textes rédigés dans une langue impeccable mais dont la valeur journalistique serait contestable ? Rigueur, justesse, sens de l'observation, originalité tiennent donc une part importante dans le choix des textes sur lesquels le jury doit se pencher.

C'est en fonction de ces critères que la candidature de la lauréate du prix Jules-Fournier 1992 a émergé du groupe des finalistes. Tous les membres du jury ont signalé le plaisir qu'ils ont eu à lire les reportages de Carole Beaulieu et à l'accompagner dans l'exploration des horizons nouveaux qu'elle propose au lecteur. On apprécie en particulier son style personnalisé, simple, nullement ostentatoire qui permet à ses textes de transcender l'habituelle uniformité dans laquelle versent trop souvent les reportages de magazines.

Du ventre du métro aux enfants d'Agaguk, de Chicoutimi à l'Afrique du Sud, en passant par la Sibérie et les égouts du Saguenay, Carole Beaulieu raconte ce qu'elle voit, ressent, comprend avec une intelligence et une

sensibilité que porte avec bonheur une écriture aux mots justes, sans qualificatifs excessifs ni adverbes inutiles. Monsieur Antoine Godbout, secrétaire du Conseil de la langue française et l'un des membres du jury, souligne tout l'agrément que procure la lecture des reportages de Carole Beaulieu :

Elle ne parle pas pour parler, elle décrit pour faire comprendre des faits de société parce qu'ils sont méconnus ou dénonçables. Cette journaliste démontre avec éloquence que le reportage écrit n'a rien à envier au reportage filmique ou télévisuel. Les textes de Carole Beaulieu illustrent avec justesse que le métier de journaliste passe d'abord par une langue bien maîtrisée, bien nuancée, sans sacrifier pour autant au plaisir d'écrire.

Une autre membre du jury, Francine Montpetit, insiste pour sa part sur la capacité de Carole Beaulieu d'atteindre à la justesse tout en conservant une sobriété de style et de vocabulaire. Madame Montpetit souligne, parmi les qualités principales de la lauréate, « l'excellence de la langue dont elle contourne sobrement et efficacement les pièges, son talent de narratrice - ses articles sont vivants, faciles d'accès et fort instructifs -, l'emploi fréquent de la première personne qui lui permet de « vivre ses sujets de l'intérieur », bref, une manière franchement moderne d'écrire. »

Ces qualités de style et d'approche tiennent probablement au fait que, sans être néophyte puisqu'elle exerce déjà son métier depuis 11 ans, Carole Beaulieu appartient à la jeune génération de journalistes de chez nous. Diplômée de l'École de journalisme de l'Université Carleton en 1981, elle a fait ses premières armes au Messager de Verdun, hebdomadaire qu'elle quittait en dénonçant publiquement sa politique discriminatoire. Après un été passé à l'agence France-Presse à Montréal, elle entre au quotidien Le Devoir, affectée aux affaires générales, c'est-à-dire la santé, la société, l'immigration et les affaires nordiques. Elle y occupera aussi un poste de correspondante parlementaire en 1989 avant de quitter le quotidien de la rue du Saint-Sacrement pour se joindre à l'équipe du magazine L'Actualité à Montréal. Elle aura également trouvé le temps de collaborer au magazine féministe La Vie en rose, comme membre de l'équipe éditoriale de 1984 à 1987, et de réaliser des reportages en France, en Pologne, en Irlande, en Allemagne, en Algérie, en Norvège, en Turquie, en Belgique et en Espagne, avec l'organisme Journalistes en Europe. Durant l'été de 1992, elle séjournait en Asie du Sud-Est (Vietnam, Laos et Cambodge) à titre de boursière de l'Institute of Current World Affairs et elle effectuait un stage à l'Institut d'été sur l'Asie du Sud-Est à l'Université de Washington à Seattle, aux États-Unis.

Une telle diversité d'expériences, en une dizaine d'années à peine, ne pouvait manquer de donner à notre lauréate l'occasion non seulement d'élargir ses horizons, mais encore de dépasser les habitudes routinières et les ornières de style dans lesquelles certains ont malheureusement tendance à s'enfoncer. De l'hebdomadaire local au quotidien, du journalisme engagé au grand reportage, Carole Beaulieu franchit peu à peu les étapes les plus diverses d'une carrière aux couleurs riches et multiples.

En abordant ces diverses facettes du journalisme, elle réussit à peaufiner son style, à personnaliser son approche. Ses textes sont percutants et dévoilent la réalité à travers des yeux curieux et critiques à la fois. Combien de jeunes journalistes réussiraient le test de produire un reportage fascinant en circulant toute une journée en métro, dans les souterrains de Montréal ? Quel reporter chevronné réussirait à faire du neuf avec du vieux et à éviter les lieux communs à propos de Thunder Bay ou des jeunes Inuit ?

On retrouve le style profondément humain et combatif de Carole Beaulieu quand elle défend sa ville, Verdun, menacée d'une agonie fatale. C'est une liberté profondément assumée qui l'amène à voir - et à écrire -, au-delà des habituelles tirades sur le racisme en Afrique du Sud, que le

problème principal au royaume de l'apartheid réside dans l'explosion démographique et dans le sous-développement d'un pays où même la richesse des Blancs est illusion. Ses textes les plus critiques, au sujet de la lassitude qu'éprouvent les citoyens à propos d'écologie et d'environnement par exemple, réussissent malgré tout à dépasser les sempiternelles descriptions des techniques d'épuration des eaux et les éternelles statistiques qui servent à démontrer l'inertie d'un ministère.

À ce sujet, Jean Royer, autre membre du jury, écrit que « Carole Beaulieu a le mérite de défendre un style et une vision personnels dans le magazine L'Actualité, où l'on a tendance à uniformiser l'écriture et la vision des choses. Elle sait écrire avec un « je » qui s'incarne dans la collectivité. Surtout, puisque le style, c'est aussi l'angle de vue, le journalisme qu'elle pratique s'intéresse aux valeurs humaines et sociales avant de servir à défendre un système idéologique ou politique. Son journalisme part de l'individu pour aller à l'individu. »

Telles sont les caractéristiques qui ont attiré l'attention des membres du jury et qui les poussent à affirmer que Carole Beaulieu pratique un journalisme nouveau, non pas tant à cause du caractère inusité des sujets qu'elle aborde, mais plutôt en raison de sa façon bien personnelle de

traiter tout ce qu'elle touche. Ses textes reflètent des qualités humaines de sensibilité et d'intelligence. Ils révèlent également un équilibre inhabituel entre les faits et les émotions, une façon nouvelle de s'approprier ses sujets tout en gardant ses distances critiques. Si l'on avait pu définir à l'avance les voies par lesquelles le journalisme québécois était appelé à se renouveler, nous n'aurions pas su trouver meilleur exemple.

Voilà pourquoi les membres du jury ont choisi à l'unanimité Carole Beaulieu comme lauréate du prix Jules-Fournier 1992. C'est un honneur mérité qui lui échoit et nous lui adressons, en même temps que nos félicitations, nos vœux les plus sincères pour la poursuite de sa carrière.

Le jury,

*Armande Saint-Jean, présidente
Antoine Godbout, Laurent Laplante,
Francine Montpetit et Jean Royer, membres*

Octobre 1992

Carole Beaulieu

Un bref curriculum vitae...

pour des réalisations déjà impressionnantes

Carole Beaulieu est née le 25 août 1958. Outre qu'elle parle et écrit le français, elle possède des connaissances de base en allemand et en vietnamien.

Diplômée en sciences humaines du collège de Maisonneuve, en 1977, elle a ensuite étudié la littérature anglaise au collège Dawson en 1978 et 1979. L'été de 1980 a été consacré à un programme de l'Institut Goethe. Ont suivi des études en journalisme à l'Université Carleton d'Ottawa, de 1979 à 1981, un stage à l'Economics Institute for Journalists de l'Université Western en Ontario et un autre stage à l'Institut d'été de l'Université de Washington, Seattle, sur l'Asie du Sud-Est.

Carole Beaulieu a commencé sa carrière journalistique en étant rédactrice en chef du *Messenger de Verdun*, poste qu'elle a occupé de 1981 à 1984. Au cours de l'été de 1984, elle a travaillé à Montréal pour l'agence France-Presse. De 1984 à 1988, à titre de journaliste pour *Le Devoir*, elle a couvert les secteurs des affaires municipales, de la santé, de la société, de l'immigration et des affaires nordiques. Toujours pour *Le Devoir*, elle a été correspondante parlementaire à Ottawa en 1989. Depuis avril de cette même année, c'est à *L'Actualité* qu'elle est attachée ; elle y aborde les questions de société et la politique nationale et internationale. Depuis juin 1992, à titre de boursière de l'Institute of Current World Affairs, elle est amenée à écrire sur le Vietnam, le Laos et le Cambodge.

La lauréate du prix Jules-Fournier 1992 a reçu, en 1985, la bourse Nord-Sud de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec. En 1988, c'est le prix Judith-Jasmin, catégorie presse écrite quotidienne, qui lui échoit. La bourse Asie Pacifique du Canada lui a été décernée en 1989. La même année, elle fait partie de l'équipe du *Devoir* qui reçoit le prix Michener de journalisme de service public, pour un cahier spécial sur le Nord québécois publié en français et en inuktitut. À deux reprises, soit en 1988-1989 et en 1989-1990, le prix d'excellence Maclean Hunter lui est attribué. Plus près de nous, en 1991, elle a été coauteure de *Questions d'éthique*, publié chez Québec/Amérique.

Carole Beaulieu a été présidente du Syndicat de la rédaction du *Devoir* en 1985-1986. En 1988, elle a fait partie du conseil d'administration de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec. De 1989 à 1992, cet organisme l'a déléguée auprès du Conseil de presse du Québec. Mentionnons également qu'elle a participé, en 1985, à une tournée de dix pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale pour promouvoir la question des femmes et celle du développement.

Reportages

de

Carole Beaulieu

Prix Jules-Fournier 1992

LA TORNADO KASHTIN

Leur succès a tourné la tête des jeunes Montagnais. Dans le bon sens: loin de l'alcool, vers la musique et l'espoir.

par Carole Beaulieu

A deux heures du matin, à la taverne Maxi de la réserve de Maliotenam – 14 km au nord de Sept-Iles –, une cinquantaine de jeunes Amérindiens en jeans et vestes de sport dansent frénétiquement sous un plafond de boucane. La bière et le Sprite coulent à flots. Ça drague un peu dans les coins. On a juché les amplificateurs sur la table de billard, repoussée contre le mur. Les filles ont fermé la télé. On oublie le match entre les Bruins et les Oilers. Rod Pilot est au micro ce soir. Et on se bouscule pour entendre sa voix rauque. « Parfois j'ai l'impression d'entendre Claude McKenzie », dit nostalgiquement Max Bérubé, le propriétaire de chez Maxi.

Claude McKenzie. Florent Vollant. Le succès de ce duo de chanteurs montagnais, connu sous le nom de Kashtin, « la tornade », c'est déjà presque une légende. Le groupe faisait la tournée des réserves en 1989 quand les caméras de Radio-Canada les découvrirent. Depuis, Kashtin a vendu près de 150 000 disques, remplit le Théâtre Saint-Denis, séduit les Français. Et tout cela en montagnais, une langue que ne parlent plus aujourd'hui que 10 000 personnes dispersées du Lac-Saint-Jean à la Basse-Côte-Nord, de Pointe-Bleue à Natashquan.

« On comprend pas, mais on aime ça pareil », s'écrie une spectatrice, à Mont-

réal, lors du spectacle de Kashtin. Un spectacle bien rodé, professionnel jusqu'au dernier accord, sous un éclairage rouge, dans un décor de grandes toiles prêtes à s'envoler sous le grand vent de la Côte-Nord.

« J'y aurais jamais cru », raconte Max Bérubé, un ancien motard de Mont-Joli arrivé à Sept-Iles en 1967. C'est pourtant chez lui que tout a commencé: chez Maxi, dans cette maisonnette grande comme un stand à patates frites, plantée sur la route 138 à l'entrée de la réserve de Maliotenam, au milieu de nulle part. Claude McKenzie n'avait pas 16 ans. Il grimait sur des caisses de bière et chantait les Beatles. Florent Vollant en avait 26 et déjà son air de pompiste-poète-bon-père-de-famille, sa réputation d'un gars « engagé dans son milieu ».

Aujourd'hui, Kashtin tourne en Europe et des dizaines de jeunes qui abandonnaient l'école pour « niaiser » sur la réserve prennent maintenant leur propre musique au sérieux. « On travaille deux à trois heures par jour », dit Rod Pilot, 19 ans, l'auteur-compositeur de Nuten, un trio dont le nom montagnais signifie « le vent ».

Selon Laurette Roy, directrice de l'école secondaire de Maliotenam, le succès de Kashtin motive beaucoup de jeunes. La musique, dit-elle, leur sert d'antidote au désœuvrement et à l'alcool. A Maliotenam, plus de 53% de la popula-

tion a moins de 25 ans et 80% vit de prestations gouvernementales. « Il y a tellement peu de choses pour les jeunes sur la réserve. Et ils ne se sentent pas chez eux en ville. Pourtant ils ont des choses à dire. »

Les écoles essaient maintenant d'intégrer au programme des options arts ou musique jusqu'ici absentes. « Les instruments sont chers, dit Henriette Vollant, directrice de l'école primaire de Maliotenam. Et il faut trouver des professeurs compétents. » En attendant, on apprend la musique sur le tas. Avec les copains. Certains, comme Brian André, 16 ans, du groupe Keshken (le noyau), voudraient prendre des cours de guitare. « Pas une fois par semaine, comme à Sept-Iles. Tous les jours! »

Alors que Rod Pilot chante chez Maxi, Gustin Grégoire et ses frères, Jacques et Yannick, chantent au Plaza, un grand sous-sol enfumé de la rue Arnaud, l'une des principales artères de Sept-Iles. La soirée commence tard à cause du bingo. A minuit, la salle est pleine. Les jeunes sont venus en gangs. Les gars en jeans et vestes de cuir, les filles souvent déjà un peu trop grasses. On danse peu pendant les pauses de l'orchestre. Mais les tables se vident dès les premiers accords du dernier hit des frères Grégoire: « On s'occupe de personne. On a du fun. »

Les Blancs sont rares au sous-sol du Plaza. « Les deux mondes vivent toujours relativement séparés », dit Max Bérubé. La directrice de la corporation touristique de Sept-Iles ne connaît pas le groupe des frères Grégoire: Eshkan (panache de caribou)! Mais elle ne connaissait pas non plus Kashtin avant que Montréal ne les découvre.

Michel Néron, le facteur musicien qui faisait les arrangements de Kashtin quand ils étaient encore inconnus, travaille maintenant avec Eshkan. Leur musique, dit-il, est plus « travaillée » que celle de Kashtin. Au Théâtre Saint-Denis, en juin, les spectateurs ont pu constater que le véritable travail musical était fait par les quatre musiciens qui accompagnent le duo. Si McKenzie se paye des plongeurs à la Mick Jagger ou des sauts à la Bruce Springsteen, ce n'est pas lui qui fait les solos de guitare. « Nous ne sommes pas des champions guitaristes, répond Florent Vollant. Mais nous aimons ce que nous faisons. Et c'est ça qui compte. »

Vollant et McKenzie sont beaux. Sur scène comme à la ville. Leurs dents éclatantes, leur sourire désarmant, la grâce de leurs mouvements, tout cela respire le grand ciel de Maliotenam, la route grande ouverte vers la forêt et la pointe de Mingan.

Les frères Grégoire sont moins séduisants. Un père leur confierait difficilement sa fille. La vie les a marqués. Ils ont le visage crevassé par l'acné, les

dents cassées, les bras tatoués. Leur français n'a pas la vivacité de celui de Claude McKenzie, ni la poésie de celui de Florent Vollant. On ne vit pas à Uashat (prononcer Ouashat) comme à Maliotenam, et les frères Grégoire sont d'Uashat, cette section de la réserve qui fait partie de Sept-Iles. Ils sont les descendants de ces Montagnais qui refusèrent de quitter la ville même quand l'Église, au cours des années 50, n'acceptait pas d'enterrer leurs morts.

Si les membres de Kashtin sont des gars ordinaires, les musiciens d'Eshkan sont des durs. Guestin Grégoire a fait de la prison. Mais depuis quelque temps, le groupe s'autodiscipline. Finis les spectacles avec chacun une caisse de 24 dans le corps « pour se faire un fond » ! Finis les coups de poing aux spectateurs qui draguent leurs blondes. La violence n'est plus permise. Ce soir-là au Plaza, le public a été privé du *makusham*, la danse entraînant qui clôt traditionnellement le spectacle, parce qu'une bataille avait éclaté dans un coin. « Je m'engueule souvent avec Guestin, dit Kathleen St-Onge, une jolie Montagnaise blonde de Betsiamis. Mais il fait des maudites belles chansons. »

La musique, en effet, les transforme. Sur scène, Guestin Grégoire sort du carcan du désespoir. Jacques redevient un

enfant. Une critique montréalaise qui reprochait à Kashtin de faire « hyper-bonbon » ne pourrait pas dire la même chose d'Eshkan. Les frères Grégoire sont au duo Vollant-McKenzie ce que les Rolling Stones étaient aux Beatles.

Certains, comme Michel Néron, disent que Kashtin occupe tout le marché et qu'il faudra attendre un peu avant qu'un autre groupe montagnais puisse s'y tailler une place. « C'est le public qui décide, réplique Alain Martineau de Polygram. Si un producteur est prêt à investir, tout est possible. Il y a de la place pour ce genre de musique. Le marché québécois est beaucoup plus ouvert que d'autres au *world beat*, à des sons et à des langues différentes. »

Et les Montagnais ne manquent pas de sons. Rod Pilot, du groupe Nuten, chante depuis un peu plus de trois ans. Ses deux copains, comme lui, ont abandonné l'école sans terminer leur secondaire. La famille s'est cotisée, ils ont acheté leurs instruments et répètent dans un sous-sol. Comme, McKenzie à ses débuts, comme Kashtin il n'y a pas si longtemps, ils font le tour des réserves du Québec.

D'autres, plus jeunes, ne font pas encore la tournée. Ils « jamment » à quatre, dans une petite cabane de jardin, au fond d'une cour; ou participent au radiothon au profit de l'église. « On n'a pas

encore de micro, dit Patrick Fontaine, 17 ans, le bassiste blond de Keshken, mais on va bientôt en acheter un. »

Les quatre musiciens de Keshken sont des décrocheurs. Quand ils ne font pas de musique, ils hantent les abords de la rivière Moisie, boivent du Pepsi sur les marches de l'épicerie de la réserve ou font des « jobines » aux alentours. Le succès de Kashtin, disent-ils, c'est un encouragement. « Mais on ne veut pas aller vite, dit Jean-François Pinette, 17 ans. Pour l'instant on s'amuse. »

Kashtin sera en tournée, en Europe et au Québec, jusqu'en décembre. Parions qu'ils se retrouveront alors chez Maxi. C'est là qu'ils ont décidé de tenter l'aventure il y a un an. Là où ils feront le point aussi. Après quelques bières.

Max sera là. Avec ses yeux bleus comme la mer et sa grande barbe grisonnante de patriarche. Max à qui Claude McKenzie a donné son disque d'or et qui connaît tous ces adolescents à la peau cuivrée qui se bousculent dans son bar.

Surtout quand c'est la nuit du diable, le 15, jour de la ration, comme disent les Montagnais: la date de versement de la moitié du chèque d'aide sociale. C'est le 15, un soir, raconte la chanson de Claude McKenzie, que quelqu'un a vu le diable à la réserve. *Tipatchimun*. Le diable. Ou peut-être l'espoir. ■

Les Amérindiens ont leur festival

Kashtin leur a prouvé qu'on peut être montagnais et réussir.

Pas un village amérindien qui ne compte maintenant son groupe de musiciens, dit Yvette Michel, coordonnatrice de la sixième édition du Festival Innu Nikamu, le festival de musique amérindienne qui se tient à Maliotenam, du 2 au 5 août. Il réunira des Amérindiens de tous les coins du Québec, du Canada et d'Amérique.

Le site du festival ne paie pas de mine: un grand terrain vague sans éclairage en face de l'école secondaire de la réserve. L'an dernier, la seule et unique petite cantine n'a pas suffi à nourrir les milliers de spectateurs. Les organisateurs prévoient installer cette année un système d'éclairage, des toilettes, un plus grand terrain de

stationnement.

Le festival a de nouvelles recrues chaque année. « Le succès de Kashtin, ça donne la foi », dit Stéphane Bacon, un Montagnais de 27 ans. « Ça permet de respirer, de se dire que c'est possible d'être reconnu tout en restant montagnais. Parce que le montagnais, c'est une langue qui chante. »

Le bon diable et le séducteur

*Vollant et McKenzie, c'est le jour et la nuit,
la modération et l'excès.*

Mckenzie veut chanter. Plus encore que Vollant. En France, Vollant s'est ennuyé de sa famille, de ses amis. McKenzie a bien aimé, lui, la ville et son tourbillon. La scène et ses feux. Certes, les grands espaces lui ont manqué. « Mais je veux chanter », dit-il, son regard cessant enfin de se balader pour me fixer. « Je veux chanter parce que je sais juste faire ça. Je sais pas faire autre chose. »

Vollant et McKenzie c'est le jour et la nuit, la modération et l'excès. Vollant chante l'amitié (*Shashish*), l'identité nationale (*Tshinanu*), la douceur familiale (*Nitanish*). McKenzie chante le diable dans la réserve (*Tipatshimunn*) et les amours malheureuses (*Apu Tshekuan*).

En spectacle, Vollant accroche une plume au bout de sa guitare. McKenzie préfère ses camisoles noires de rocker. L'un mange au Commensal, un resto végétarien de Montréal, l'autre préfère les McDonald's et les pogos. « Ce qui m'énerve de Claude, c'est quand ça ne lui tente plus », dit Vollant.

Vollant dit qu'une chanson peut être un « engagement social », une « façon de faire du bien aux gens ». McKenzie aime Jack Nicholson, sa moto Honda, les femmes, et le plaisir de s'étendre dans le bois avec un thé odorant et une bonne cigarette. « J'aime les femmes, dit-il. Quand j'avais 16 ans je voulais

être le séducteur de ma génération. »

Les sourires de McKenzie, son visage aux fins traits asiatiques, font fondre les demoiselles. « On irait bien te rejoindre (dans ton lit) », crie l'une d'elles lors de leur spectacle au Théâtre Saint-Denis. D'autres lui envoient des lettres embrasées. « Il aurait le choix entre une quinzaine chaque soir s'il voulait », raconte en riant Jean-Pierre Girard, un ami qui, à Montréal, leur sert de chauffeur et de nounou.

C'est surtout à lui que les jeunes s'identifient. Ils adoptent sa coiffure, font le pied de grue devant son appartement. Avec ses 32 ans et ses deux enfants, Vollant est plus rangé.

En entrevue, McKenzie joue bien son rôle de gamin facétieux. Il transforme en bec de canard son pain baguette, sa serviette de table en masque de cow-boy, et tire la langue pour éluder les questions. Mais sous les allures de garnement polisson, on sent la volonté tendue, l'intelligence vive. « J'sais pas combien j'ai d'argent, dit-il. J'ai peut-être 30 000 dollars en banque. J'ai peut-être rien. »

Leur nouvelle richesse – ils ont tous deux à une certaine époque vécu de l'aide sociale – McKenzie et Vollant l'ont encore peu utilisée. Vollant s'est acheté une Nissan. McKenzie, des meubles et trois guitares.

Les Indiens de Sibérie

Ils ressemblent à s'y méprendre aux Montagnais ou aux Inuit du Québec, mais s'appellent plutôt Evenks, Hantys, Chukchis ou Yakoutes.

par Carole Beaulieu

La jeune Sibérienne a longuement regardé la photo à la une du journal venu de Montréal: un guerrier mohawk, dressé sur une voiture de police, carabine au poing, visage masqué.

Au loin, les flammes intermittentes des puits de pétrole jetaient sur la taiga des lueurs d'incendie. La lune éclairait faiblement les clôtures de bois gris et les petits bateaux de pêche échoués sur la grève. Le vent soufflait dru sur le pont du Général Kalinin, un bateau de croisière soviétique transformé en centre de congrès pour accueillir le colloque québéco-russe sur le développement des peuples autochtones (voir encadré). A l'arrière du navire, Lyubov Bogdukhaya, 28 ans, fille d'éleveur de rennes, philologue à la prestigieuse Cité des sciences d'Akademgorodok, en Sibirie occidentale, réfléchissait.

« Ici, ce ne serait pas possible, dit-elle finalement en jetant un dernier coup d'œil

à la photo. Les gens n'y penseraient même pas. Il y a l'armée. Et puis ça ne résoudrait rien. »

Ici, c'est la Sibérie: un territoire aussi grand que les États-Unis (ou la moitié du Canada). Vingt-six millions d'habitants. Plus de 60% des réserves énergétiques du pays et 70% de ses ressources minérales. Les cigales chantent en été mais il fait -64°C en hiver dans certains coins de la Yakoutie, l'une des régions les plus nordiques. Au milieu de tout cela, au cœur et autour des grandes villes industrielles qui ont envahi la région, vivent un million d'autochtones. Un million de personnes qui ressemblent à s'y méprendre aux Montagnais ou aux Inuit du Québec mais s'appellent plutôt Evenks, Hantys, Mansys, Dolgans, Chukchis, Nenets ou Yakoutes. Les Soviétiques les appellent les « petits peuples du Nord ».

Depuis trois décennies, les petits peuples reculent devant l'industrialisation forcée. Aujourd'hui, glasnost

oblige, les Soviétiques admettent que leur conquête du Nord a détruit des pâturages de rennes, pollué des rivières, menacé de disparition des langues et des cultures. « La situation est catastrophique », dit Oleg Goujarov, philosophe de 30 ans, vice-maire de Novossibirsk et membre de la jeune génération de politiciens qui ont enfourché le nouveau cheval de bataille de la défense des petits peuples.

La glasnost est récente dans cet ancien pays de goulags. A Khanty-Mansiysk, une journaliste soviétique de 53 ans se souvient qu'on riait d'elle, il y a trois ans encore, lorsqu'elle proposait des reportages sur les autochtones. Maintenant, on en redemande. A plusieurs reprises, elle a fait du stop sur les avions des géologues pour se rendre dans des villages isolés. Ce qu'elle a découvert l'a horrifiée: « C'est la misère, dit-elle. Les gens sont malades. Pour se protéger des moustiques, ils vivent constamment dans la

On trouve des cardiologues autochtones, tout comme des historiens et des linguistes, mais peu d'ingénieurs et pratiquement pas d'ouvriers. Seulement 43% vivent de chasse et de pêche.

fumée. Les enfants ont les yeux infectés. Ils vivent comme au Moyen Âge. »

Certes, les communistes ont fait plus que le tsar. Ils ont créé un Institut d'enseignement supérieur pour les petits peuples, inscrit à l'école les enfants des nomades, construit des maisons, formé des médecins. Un peu comme l'État québécois est monté au Nord, à la fin des années 60, construire des maisons et implanter des services sociaux.

Mais après avoir goûté au confort de l'eau courante et de l'électricité dans les pensionnats russes, bien peu d'enfants veulent retourner à la vie difficile des éleveurs de rennes. « Pourquoi vos Inuit abandonnent-ils leurs études », demande Vladimir Rugin, un cardiologue evenk né dans une *tchoum*, la tente en peaux de renne des nomades.

En Sibérie, on trouve des cardiologues autochtones, tout comme on trouve des historiens, des psychiatres, des linguistes. Ils parlent non seulement russe, mais souvent trois ou quatre langues locales. Mais l'élite intellectuelle des petits peuples s'est surtout concentrée dans les professions libérales. Les professionnels sont plus nombreux chez certains peuples comme les Evenks (26%) et plus rares parmi les peuplades éloignées comme les Nivhs. On trouve peu d'ingénieurs et pratiquement pas d'ouvriers spécialisés. Les 15% d'autochtones qui travaillent dans l'industrie sont du *cheap labor*, dit Yuri Popkov, un sociologue de Novossibirsk.

Il y a 30 ans, plus de 70% des petits peuples vivaient des activités traditionnelles de chasse, de pêche et d'élevage. En 1989, ils ne sont plus que 43%, dont 16% de nomades. Un peu plus de 26% travaillent dans des fermes collectives. Les autres dans les services ou l'industrie.

Visiblement, conviennent les Russes, la société soviétique n'a pas réussi à intégrer les autochtones au monde moderne sans leur faire perdre leur langue et leur culture. « La solution, c'est peut-être de leur laisser prendre les décisions au lieu de les prendre à Moscou », dit Yuri Popkov.

À Khanty-Mansiysk, des femmes âgées se couvrent encore la tête d'un grand châle pour danser et chanter les légendes traditionnelles, mais les adolescentes

roulent des hanches sur les trottoirs de bois, perchées sur des souliers à talons hauts. « Nous ne voulons pas être laissées derrière par le monde moderne », dit Tamara Grigoryevna, une Hanty de 56 ans.

Mme Grigoryevna admet que son fils ne parle plus la langue de ses pères. Jusqu'à tout récemment, en Union soviétique, le russe était la seule langue d'enseignement. On commence à peine, dans les écoles de Sibérie, à enseigner les langues autochtones. Les manuels sont rares. Au Centre de formation des maîtres de Khanty-Mansiysk, on travaille contre la montre. Certaines langues sont déjà éteintes. Sept ne sont plus parlées que par quelques dizaines de personnes.

Dans les petits villages comme celui de Kishik, à trois heures de bateau du chef-lieu de Khanty-Mansiysk, il n'est pas rare de voir des enfants blonds aux yeux bridés en côtoyer d'autres dont les yeux bleus tranchent avec leurs pommettes saillantes d'asiates.

Certains plaident pour que Moscou adopte un programme d'enseignement des langues autochtones. D'autres haussent les épaules. Pourquoi attendre après Moscou? Pourquoi ne pas le faire soi-même? Faute d'argent évidemment. La perestroïka ne s'est pas encore traduite par une décentralisation des budgets.

« La société soviétique a souvent permis le développement individuel et favorisé l'intégration, mais elle n'a pas pu mettre les autochtones à l'abri des autres maux communs à toute la société soviétique », dit un sociologue russe. L'alcoolisme, la violence familiale, la dépression sont en hausse. Chez les petits peuples, le taux de mortalité infantile est trois ou quatre fois plus élevé que la moyenne nationale. Plus de 50% des enfants d'âge scolaire ont des infections aux yeux ou aux oreilles. On recense huit fois plus de tuberculose qu'ailleurs au pays. « Nous commençons à voir des suicides chez les adolescents », dit Felinger Philippovich, un psychiatre hanty de Khanty-Mansiysk.

Vladimir Rugin, le cardiologue, rêve d'étendre à toute la région les services de la Tchoum rouge - l'équivalent de la Croix-Rouge. Il s'agirait d'installer des

bases de services de santé sur les routes de migration des troupeaux et de créer des unités mobiles qui suivraient les nomades. À Moscou, l'opposition est vive. « Ils ne comprennent pas que les services de santé du Nord ne peuvent pas être structurés comme ceux du Sud. »

Les autochtones sibériens ne font pas les manchettes comme les autonomistes baltes ou arméniens. Mais ils commencent à s'organiser.

En mars dernier, ils ont créé la première Association des petits peuples du Nord. Il sont 26. Depuis, une quarantaine d'associations régionales ont vu le jour. Mme Zinaïda Pikunova, présidente de l'Association régionale des Evenks, admet que, pour l'instant, l'association a fait bien peu, à part nolisier des hélicoptères et se rendre dans les hameaux porter des jouets aux enfants. « Mais c'est un début », dit cette spécialiste du bilinguisme et des langues autochtones.

La véritable résistance politique semble s'amorcer ailleurs. Dans les îles Sakhaline, sur la côte Pacifique, des parents refusent désormais d'envoyer leurs enfants dans les pensionnats de l'État et demandent des écoles locales. Ailleurs, on réclame des contacts avec les autochtones d'Amérique et de Scandinavie, la protection de l'environnement, des compensations pour les dommages faits aux pâturages. « Les Sibériens, russes ou autochtones, veulent un New Deal, dit Valery Tishkov, directeur de l'Institut d'ethnographie de Moscou. Mais la Sibérie représente tellement pour l'URSS... »

Plus de la moitié des devises fortes d'Union soviétique provient de la vente de produits sibériens: bois, fourrure, minerais. Un trafic intense de barges sillonne l'Ob, l'un des plus grands fleuves du pays. Au-delà des cimes des épinettes, il n'est pas rare d'apercevoir les cheminées d'un grand combinat industriel. Mais les autochtones ne récoltent pas les fruits de cette activité économique.

« Nous n'avons pas un kopeck », dit rageusement Valentin Molotkov, un Hanty de Khanty-Mansiysk, un village de 650 personnes qui vivent surtout de la pêche mais aussi de la fabrication de petits objets d'artisanat. La viande est rare, surtout l'été. Et les fruits encore plus.

Trois décennies d'industrialisation ont détruit, selon des sources soviétiques, au moins 34 millions d'hectares de forêts et de pâturages de rennes, cinq fois plus selon des sources internationales. Chaque année, des bris d'installations

pétrolières polluent le sous-sol et les cours d'eau. Des projets de détournement de fleuves sont encore à l'étude, et les barrages se multiplient sur les grandes rivières.

Sibérie-Baie-James même combat? Il est encore trop tôt pour le dire. Des représentants des petits peuples de Sibérie ont participé pour la première fois l'an dernier à une rencontre de la Conférence circumpolaire inuit, l'organisation internationale des Esquimaux. Certains ethnologues occidentaux espèrent les voir participer prochainement aux rencontres de Genève où on élabore une déclaration des droits et une véritable «internationale autochtone».

«Comment développer sans compromettre l'environnement et ses habitants, comment progresser sans détruire l'écologie aussi bien physique qu'humaine, ce sont les grandes questions de notre époque, dit le sociologue québécois Jean-Jacques Simard. Et elles se cristallisent au Nord, peut-être encore plus qu'ailleurs.»

Pour l'instant, les revendications des petits peuples ont plus à voir avec «le pain et le beurre» qu'avec la reconnaissance de leur état de nation. «Nous sommes théoriquement une nation depuis la Révolution, commente ironiquement Luybov Bogdukhaya. Ce ne sont que des

mots. Il faut travailler à changer la vraie vie. Comprenez-vous qu'ici on ne trouve même pas de draps ou une simple machine à coudre?»

La définition du mot «autochtone» étant floue, personne ne s'entend sur leur nombre réel en Union soviétique. Le dernier recensement soviétique le situe à 186 000. Certains scientifiques de l'Académie des sciences d'URSS parlent plutôt d'un million. Au total, une vingtaine de «petits peuples» habitent la Sibérie. Chacune de leur langue se subdivise en dialectes, parfois jusqu'à 50 pour une même langue.

Intéressés par la situation canadienne, les autochtones sibériens qui prenaient part au colloque québéco-russe avaient toutefois du mal à la comprendre.

Revendications territoriales. Compensations financières. Accords de la Baie-James. Négociations sur les barricades... Tous ces éléments du paysage québécois étaient pires que du chinois pour les autochtones sibériens qui, pourtant, prenaient fébrilement des notes.

«Les traditions qui ont longtemps gouverné les autochtones n'offrent plus de réponses aux questions que pose le monde moderne, pas plus en URSS que chez nous, dit le sociologue Jean-Jacques Simard, chef de la délégation québécoise. Pour faire face au changement, ils doivent

discuter, faire des choix, établir de nouvelles solidarités. Tout ça, c'est le développement politique.»

Les Soviétiques n'échappent pas aux grandes questions qui déchirent tous les pays aux prises avec un problème autochtone. L'ethnie doit-elle ou non être la base du droit, de droits territoriaux, de droits collectifs? «Des droits ethniques sont inconcevables en URSS», affirme Valery Tishkov, un historien qui a fait sa thèse de doctorat sur la rébellion de 1837 au Canada. «Le pays en sortirait aussi troué qu'un gruyère. Les petits peuples sont dispersés sur tout le territoire.»

Les petits peuples eux-mêmes sont divisés sur la question. Dans quelques régions pourtant dites «autonomes» (elles ont moins de pouvoir qu'une province canadienne), l'arrivée massive des Russes leur a fait perdre la possibilité d'élire des représentants autochtones aux Soviets. Certains revendiquent un nouveau système électoral. D'autres veulent plutôt leur part du gâteau économique et la fin de la bureaucratie.

«Les problèmes des Russes sont aussi les nôtres, dit Maria Popova, une fonctionnaire de la région du Taymir. Nous ne voulons pas de droits particuliers. Nous voulons les moyens de nous développer.»

Dans l'Union soviétique de Gorbatchev, ce n'est pas rien.

Quinze innocents en bateau

Des Russes et des Québécois naviguent sur l'Ob. Thème de la rencontre: le développement politique des peuples autochtones.

La délégation québécoise en avait marre. La bière russe était sure. Les tomates avaient un arrière-goût rance. La cuisine avait recyclé le foie de la veille pour le lunch du midi. Mais personne ne pipait mot. Politesse oblige.

Et puis les Soviétiques, qui avaient organisé ce colloque Québec-Russie en plein cœur de la Sibérie, ont fait des miracles. Au départ de Moscou vers Novossibirsk, toute la délégation a réussi à prendre l'avion d'Aeroflot, sans passer par la moindre barrière de contrôle, l'autobus fonçant à toute vitesse sur la piste à 10 minutes du décollage.

Mais toute la bonne volonté du monde ne fait pas nécessairement de la

bonne coopération scientifique. Les Soviétiques ont du retard, en sciences sociales particulièrement, dit un historien russe qui connaît bien le Canada. Mais des rencontres comme celles de juillet dernier peuvent déboucher sur des projets de recherche conjoints. Et peut-être une réelle collaboration.

Pour ce colloque Québec-Russie, on avait réuni une quinzaine de Québécois, une trentaine de Russes et une dizaine d'observateurs du Danemark, des États-Unis et de la Finlande.

Chaque jour, les chercheurs s'entassaient dans une salle mal aérée. Les conférences sont traduites phrase par phrase. (Un seul Russe parlait l'anglais. Aucun ne parlait français. Et aucun Québécois ne parlait russe.)

Pour détendre l'atmosphère, les Russes ont prévu des «arrêts verts». Le bateau s'immobilise près d'une plage. Les Russes sortent leurs bikinis, leurs cannes à pêche et leur ballon de volley-ball. Le souper devient un pique-nique: pommes de terre sur la braise et esturgeon cru... On se croi-

rait au Nouveau-Québec: même forêt dense d'épinettes, mêmes moustiques, mêmes bouleaux élancés. Seul élément dissonant: des vaches installées sur des plages de sable blanc.

D'autres arrêts sont plus sérieux: village d'exilés, grandes villes industrielles (Novossibirsk, Surgut, Khanty-Mansiysk), quelques villes encore récemment fermées aux étrangers comme Tobolsk.

Les discussions sont parfois kafkaïennes. «Comment fait-on pour que le gouvernement négocie», demande Valentin Molotkov, un Khanty, après qu'un Québécois ait longuement expliqué l'entente de la Baie-James. «On utilise les médias», lui répond le Québécois. «Les médias... ah...»

La vodka aidant, les chercheurs se sont toutefois compris dans certains cas. Et comme l'entente cadre signée entre le Québec et la Fédération de Russie ne vient à échéance qu'en 1992, on peut s'attendre à ce que quelques projets concrets émanent du colloque proposé par le Groupe d'études inuit et circumpolaire de l'Université Laval. Leurs projets viendraient alors se joindre à 19 autres déjà en cours entre le Québec et la Russie.

Mirage blanc... illusions noires ?

Le problème de l'Afrique du Sud n'est pas tant le racisme que celui d'une société où les riches sont assiégés.

par **Carole Beaulieu**

Christo Nel a eu peur. Ce n'est pas souvent qu'un paisible père de famille afrikaner, psychologue et émule de Gandhi, organise un rendez-vous clandestin entre un banquier blanc de Johannesburg et des militants noirs traqués par la police.

« A l'époque, toute association avec le Congrès national africain (ANC) équivalait à de la haute trahison. Alors on a changé de voitures, fait de longs détours... »

C'était le milieu des années 80. Nel ne portait pas d'armes. Il était plutôt un maquisard qui se battait pour que les Noirs aient accès au crédit bancaire. Nel croyait que seul le développement économique sauverait le pays d'un bain de sang.

Cinq ans plus tard, alors que les milices afrikaners d'extrême droite attaquent les bureaux des syndicats noirs et que les luttes ethniques et politiques font des centaines de morts dans les townships, Nel n'a pas changé d'avis. « Nous avons à peine cinq ans pour restructurer l'économie. Le premier gouvernement à majorité noire va devoir satisfaire les besoins élémentaires de la population, sinon sa base politique va rapidement s'effriter au profit de tendances plus radicales, certainement tribales. Nous entrerons alors dans un cycle d'instabilité,

d'émeutes. Et nous glisserons peut-être vers le totalitarisme. »

Le temps presse. Et le défi est de taille.

En l'an 2000, si le taux de natalité reste le même, la population sud-africaine sera passée de 26 à 47 millions. En l'an 2020, elle sera de 79 millions dans un pays qui n'a d'eau que pour 80 millions de personnes. Et si la tendance se maintient, en l'an 2040, il y aura en Afrique du Sud 17 Noirs pour un Blanc.

Dans les milieux gouvernementaux, on laisse entendre que c'est cette explosion démographique plus que toutes les pressions internationales ou les mouvements de guérilla qui ont poussé l'Afrique du Sud à décréter la fin de l'apartheid.

« Il faut éduquer les populations noires des bantoustans, permettre aux Noirs de créer de la richesse en libéralisant l'économie, insiste Christo Nel. Si leurs conditions de vie s'améliorent, le taux de natalité baissera. »

Plus de 60% de la population vit dans des huttes en torchis ou dans des villes aux rues non pavées et sans éclairage. Pourtant l'Afrique du Sud a l'un des meilleurs systèmes d'autoroutes (à six voies !) au monde. Les trois quarts du pays sont sous-développés. Des milliers d'enfants souffrent de malnutrition pendant que dans les grandes villes on déguste du bon vin.

Les disparités économiques sont

désespérantes: 3297 rands par mois (1473 dollars) par mois en moyenne pour les Blancs, 521 rands (232 dollars) pour les Noirs. « Ici, c'est le Tiers-Monde », dit K. J. Longwane, 52 ans, un entrepreneur en construction, président de l'Association des entreprises noires.

On ne peut pas circuler en Afrique du Sud sans sentir la tension économique. Au-delà des centres commerciaux des banlieues blanches, une masse vibrante de Noirs affamés se presse aux portes des villes. Les pionniers boers qui ont entendu le « tsa tsa » des guerriers zoulous, cette façon rythmique de frapper le sol du pied avant de monter à l'assaut, ont dû éprouver le même serrement d'estomac. « Ce sera bientôt Calcutta ou Mexico », prédit le professeur Welch, de l'Université Stellenbosch. « On ne sait déjà plus où donner de la tête », dit Mpo Mashinine, de Operation Hunger, l'organisme charitable qui lutte contre la famine en Afrique du Sud.

Plus que toute autre ville sud-africaine, Johannesburg la blanche est aujourd'hui envahie par les Noirs. Plus d'un million de squatters s'y bousculent. Les rues offrent un curieux mélange de New York, de Dakar et de Delhi. Des milliers de chômeurs essaient de gagner leur vie en vendant quelques bricoles sur les trottoirs défoncés. Des marchandes ambulantes enroulées dans des couvertures attendent les clients appuyés aux

parcomètres tandis que défilent derrière elles les Mercedes de jeunes Afrikaners aux vêtements fluo. « En Occident, vous pouvez compatir avec le Tiers-Monde parce qu'il est loin, dit l'un d'eux. Ici, il est juste de l'autre côté de la rue. J'accepterais bien un Noir comme président, mais pas comme voisin. »

La richesse n'est qu'illusoire. Le samedi après-midi dans une banlieue blanche de Johannesburg, on se croirait au centre commercial Rockland. Vitrines rutilantes. Foule proprette aux bras chargés de paquets. Pas un Noir en vue. Ici, mêmes les vendeuses sont blanches. Mais dans le terrain de stationnement, les voitures ont pris de l'âge. « La richesse des Blancs est de plus en plus une illusion », dit Carina Lagrange, une professionnelle afrikaner de Joburg – comme disent les Sud-Africains – qui arrive mal à joindre les deux bouts.

Le pouvoir d'achat des Blancs a baissé depuis les dernières années. Des dizaines de milliers de Sud-Africains blancs vivent à crédit, au-dessus de leurs moyens. Tout augmente, du prix de la nourriture aux frais d'université. « Plus que la libération de Mandela, le recul économique des Blancs explique la montée des milices d'extrême droite (voir encadré), dit Carina Lagrange. Et cela va s'aggraver à moins d'une reprise économique qui n'est possible qu'avec l'émergence d'une importante classe moyenne noire. »

Actuellement, moins de 2% de l'économie est entre les mains des Noirs qui, faute de capitaux, sont surtout concentrés dans les entreprises de services à faible investissement: taxis, petits commerces, vendeurs ambulants, débits de boissons clandestins (*shebeens*). « Nous avons besoin d'argent pour moderniser les entreprises et former du personnel », dit K. J. Longwane.

Les taxis privés, ces petites camionnettes qui font la navette, à vive allure, entre la ville blanche et les townships, sont jusqu'ici la plus belle réussite des entrepreneurs noirs. On évalue leur nombre à plus de 55 000. Les Sud-Africains les surnomment Zola Bud, en hommage à la championne sud-africaine de course à pied. « Mais on ne bâtit pas une économie sur le taxi », dit Longwane.

L'Afrique du Sud n'est pas le paradis de la libre entreprise capitaliste. C'est plutôt une autocratie économique. Dix conglomérats contrôlent 90% des actions de la Bourse de Johannesburg. Pour protéger le niveau de vie des Blancs des centaines de lois et de règlements contrôlent le marché de l'emploi. « Pour préserver les privilèges des Blancs, l'État est intervenu dans l'économie presque autant qu'aurait pu le faire un État socialiste », dit Michael Spicer, vice-président du grand conglomérat Anglo American.

Les entreprises ont toléré l'apartheid

aussi longtemps que le système a servi leur intérêt. Depuis 1985, elles le considèrent comme un handicap et défient souvent les lois en embauchant des Noirs dans des emplois réservés aux Blancs. « Il faut restructurer, dit Christo Nel. Notre économie est une fragile bulle faite de spéculations boursières. Nous ne créons pas d'emplois, nous ne bâtissons pas de maisons. Nous créons des millionnaires de papier. »

Comment s'en sortir? Depuis l'élection de F.W. De Klerk et la légalisation de l'ANC... le débat fait rage. Le Congrès national africain de Nelson Mandela ne prône plus le communisme de ses débuts. Il favorise plutôt l'établissement d'une économie mixte faisant place aussi bien au secteur privé qu'au secteur public. Mais les détails de cette « mixité » sont loin d'être réglés. « Les torts causés au cours des derniers siècles devront être réparés, dit Fouad Cassim, du comité économique de l'ANC. Aucun gouvernement démocratique ne peut permettre que presque toute la richesse du pays soit détenue par quatre grandes entreprises. »

La réforme agraire est un important point de dissension entre l'État et l'ANC. Plus de 87% des terres arables sont actuellement réservées, par la loi, à des Blancs. Ils y pratiquent une agriculture extensive qui ressemble étrangement à celle de la Saskatchewan. Les exploitations sont grandes et fortement mécanisées. Morceler ces terres pour les distribuer à des milliers de petits paysans sans aucune formation en agriculture équivaldrait à plonger le pays dans la famine.

L'ANC dit ne pas vouloir « plus d'État », mais un État plus efficace, qui redistribuerait mieux la richesse. On s'insurge contre la décision de Pretoria d'investir six milliards dans un projet énergétique qui permettra la transformation du gaz naturel en essence alors que cet argent aurait pu électrifier l'ensemble du pays (70% des Noirs n'ont pas l'électricité).

« Au lieu de fabriquer des Mercedes, il faudrait réoutiller les usines pour produire des biens de consommation dont la population noire a besoin », dit Fouad Cassim.

Le marché est là. Les Noirs ont encore peu d'argent pour les biens de consommation, mais ils sont la clé de l'avenir.

Favorables à bien des aspects de la restructuration, les conglomérats comme Anglo American s'opposent avec l'énergie du désespoir au démantèlement des grands groupes, affirmant que les mines sud-africaines sont particulièrement difficiles à exploiter et nécessitent de lourds investissements.

« Si nous redistribuons aux Noirs toute la richesse des Blancs, chacun ne recevrait que quelques dollars », dit Michael Spicer, vice-président de Anglo Ameri-

can. « La richesse doit rester dans les mains de ceux qui savent la faire fructifier sinon ce sera le chaos et la famine. Nous mettrons au moins une génération à réduire les disparités. Mais comment dire aux Noirs qu'ils vont devoir attendre? »

Mandela et l'ANC ont tellement fait miroiter le paradis après l'apartheid que les attentes de la population noire sont très élevées.

Pour donner à tous les Sud-Africains le niveau d'instruction des Blancs, il faudrait 75% du budget national. « Une génération de parents va devoir sacrifier ses rêves de consommation pour payer l'école à ses enfants. L'école privée est la seule solution », dit Spicer.

Car la priorité, c'est l'éducation. L'Afrique du Sud a besoin, d'ici l'an 2000, de 215 000 administrateurs et plus de 200 000 techniciens. Elle n'a en formation que 23 000 apprentis, comparativement à 700 000 dans l'ancienne Allemagne de l'Ouest. Pendant des années, la loi a interdit aux Noirs d'étudier en génie. Maintenant, le pays manque d'ingénieurs. Dix années de militantisme noir ont laissé en héritage une génération analphabète plus apte à organiser des manifestations qu'à lire un livre ou réparer une pièce d'équipement.

Depuis la légalisation de l'ANC et l'ouverture des négociations avec le gouvernement, le discours des leaders noirs change. Toutes tendances réunies, ils exhortent maintenant les jeunes à retourner à l'école après l'avoir boycottée pendant des années. Mais le message ne passe pas facilement. « Je n'ai rien à apprendre à l'école », me dit un jeune militant de l'ANC qui brandit une fausse AK-47 en bois.

Les violents affrontements entre les Zoulous et les Xhosas, les deux plus grandes tribus d'Afrique du Sud, ont certes des raisons politiques et ethniques, mais ils sont surtout dus à la pauvreté et à l'ignorance.

Un document du Front démocratique (UDF), la grande organisation populaire reliée à l'ANC, confirme que de jeunes militants ont assassiné de présumées « sorcières », croyant ainsi faire avancer la démocratie. Il a fallu leur expliquer leur erreur et les inciter à « recruter les sorcières pour mettre leur magie au service de la bonne cause ».

« Une dynamique de violence a pris racine au cours des années de lutte, dit Barbara Huggen, coordonnatrice du bureau de l'ANC à Johannesburg. Nous devons maintenant dire aux gens qu'ils doivent militer démocratiquement. L'ANC n'existe pas encore comme organisation politique, avec des membres, des bureaux, un programme complet. Nous sommes en train de la bâtir. Il y a beaucoup d'éducation à faire. »

L'Afrique du Sud est bourrée de tels contrastes. Pas moins de 10 000 sango-

mas, des guérisseurs, pratiquent dans le Grand Johannesburg. L'Association des guérisseurs traditionnels a plus de 179 000 membres. Et l'équipe de soccer de Soweto a un guérisseur parmi son personnel. « Une fois l'apartheid tombé, et c'est pour bientôt, nous deviendrons un Tiers-Monde comme les autres, dit Jill DeVlieg, coordonnatrice d'un organisme charitable sud-africain. Et l'Occident riche et bien-pensant se désintéressera de nous alors que nous aurons plus que jamais besoin de son aide. »

Déjà les Blancs arrivent de moins en moins à protéger leurs enclaves. La criminalité est en hausse. Carina Lagrange s'est déjà fait voler deux fois ses vieilles autos usagées. Elle verrouille aujourd'hui le volant et l'accélérateur avec une barre de fer. Son petit bungalow sans prétention est muni d'un système d'alarme et d'imposantes grilles, comme toutes les maisons du quartier. Les compagnies de protection privée font des affaires d'or et, l'an dernier, plus de 200 policiers ont quitté leur emploi mal payé pour devenir des « privés ». Couteaux et revolvers sont en vente dans la rue, présentés péle-

mêlé dans un panier à roulettes de supermarché.

« C'est une société de plus en plus dure où il est acceptable de régler un conflit par la violence », dit Lloyd Vogelmann, professeur à l'Université de Witwatersrand.

L'an dernier, on a enregistré 10 meurtres par jour à Joburg-Soweto, contre cinq à New York... Une femme y est violée toutes les minutes et demie. Dans la région du Natal, on peut acheter sans difficulté un fusil AK-47 pour moins de 200 dollars. Dès la tombée de la nuit, le centre-ville se vide. Les attaques au couteau sont fréquentes. « Nous avons de moins en moins une société raciste, dit Jill DeVlieg, mais de plus en plus une société où les riches sont assiégés. »

A brève échéance, bien peu de choses peuvent être faites pour apaiser cette colère des populations démunies. La Urban Foundation, un organisme indépendant, a calculé qu'il faudrait près de deux milliards de rands par année, jusqu'à l'an 2010, pour rattraper le retard dans la construction et loger convenablement les populations noires urbaines.

« Il faut agir d'urgence, dit Christo Nel. Seule une action concertée du gouvernement et des milieux d'affaires pourra donner des résultats. Avec le Maghreb, l'Afrique du Sud demeure le seul espoir économique du continent. »

Depuis quatre ans, Christo Nel donne cinq conférences par semaine. Le téléphone de son petit bureau de Johannesburg ne déroutait pas. Son organisme à but non lucratif, le Consultative Business Movement, a maintenant plusieurs centaines de membres. De partout au pays, des gens d'affaires blancs veulent participer à ses séminaires sur la restructuration de l'économie du pays et prendre contact, éventuellement, avec des associés noirs.

Mais Christo Nel craint de manquer de temps. Les politiciens vont vite et l'économie ne suit pas. Un homme, un vote, ça risque de ne rien régler le jour où 26 millions d'hommes et de femmes noirs frapperont aux portes des villes blanches en réclamant leur juste part... ■

Des Afrikaners s'arment... d'autres chantent

Le fossé entre générations est énorme. Les jeunes se sentent coincés entre la violence et les interdits sexuels.

Theunis Engelbrecht reçoit des lettres de menaces depuis qu'il a écrit, en afrikaaner, la première chanson rock qui parle de Nelson Mandela. Les grands magasins ne vendent pas son disque et le réseau national de radiodiffusion refuse de le faire tourner. « La musique afrikaaner est plus traditionnellement faite de ballades », dit-il philosophiquement.

Theunis a 19 ans. L'air poli et timide. Le visage encore couvert d'une acné d'adolescent. Il n'a rien du Rambo de Randy Rambo and the Rough Riders, le nom de son groupe rock.

Selon Engelbrecht, le fossé des générations chez les Afrikaners est plus grand que jamais. Son premier album, intitulé *The Dull Life*, chante l'ennui des jeunes Afrikaners des milieux ruraux, enfermés dans la tradition des BBQ, du rugby, de la violence, des interdits sexuels et du service militaire.

La télévision afrikaaner ne présente pas encore de téléromans intégrant des Noirs comme on en voit maintenant deux à la télévision anglaise. « Les Xulus et les Xhosas ont leur propre réseau de télévision avec des jeux, des téléromans et des émissions d'information », répond-on à la programmation afrikaaner.

Selon Engelbrecht, c'est tout le système d'éducation qu'il faut changer. Et pas seulement pour les Noirs. « Notre système est répressif. On nous apprend à écouter et à obéir. Pas à penser. Et certainement pas à comprendre la différence. »

Hendrich Muller, en effet, ne comprend pas. Il habite Welkom, dans l'État libre d'Orange, un fief afrikaaner. Le chauffeur noir qui m'y emmène ne veut pas s'attarder. Deux jours plus tôt, une bombe a détruit le bureau du syndicat des mineurs. Les rues sont placardées des affiches de l'AWB, le plus important mouvement d'extrême

droite, avec plus de 100 000 sympathisants. Hier encore, des mineurs noirs ont été congédiés: leur casque portait le logo de l'ANC.

La quarantaine bedonnante, Muller a l'air d'un paisible garagiste. C'est ce qu'il est d'ailleurs. Mais il est aussi le chef d'une nouvelle milice armée: la Blanke Nasionale Beweging, le Mouvement national blanc. Diplômé de l'école de police, recyclé dans le débousselage, Muller dit lutter contre le communisme. Il a déjà été arrêté, en mars, alors qu'avec une soixantaine d'hommes armés il s'appretait à intercepter une manifestation d'enseignants. La femme de Muller prend des cours de premiers soins. « Toutes nos femmes se préparent à soigner les blessés. Si De Klerk donne le pouvoir aux Noirs, nous allons nous battre. »

Muller n'est pas le seul à craindre l'avenir. A Joburg, une grand-mère chauffeur de taxi me raconte avec le plus grand sérieux comment des locataires noirs ont tenté de l'empoisonner. Les tabloids des grandes villes sont pleins de récits de *mushanong*, ces meurtres rituels au terme desquels une main, un pénis ou un sein aboutiront chez un guérisseur pour la confection d'une potion. « Les Noirs, dit-elle, sont tous des sorciers. » A Johannesburg, Theunis Engelbrecht continue de chanter.

LE GRAND MERDIER

Les égouts débordent. Les stations d'épuration sont en panne. Et Québec coupe les épuro-dollars. Où va le programme d'assainissement des eaux?

par Carole Beaulieu

A marée basse, le papier hygiénique et les serviettes sanitaires flottent à ciel ouvert le long du boulevard Saguenay, la grande artère de Chicoutimi. Un égout se déverse à 500 mètres du quai de *La Marjolaine*, le bateau d'excursion. « On est loin du beau fjord bleu! » remarque ironiquement Denis Gagné, président du comité de protection de l'environnement.

Chicoutimi est l'une des 536 villes du Québec (abritant au total plus de 60% de la population) qui n'épurent pas encore leurs eaux d'égouts. L'administration municipale dit manquer d'argent: le comité de citoyens crie à la mauvaise volonté. Québec racle ses fonds de tiroirs pour trouver des « épuro-dollars » de plus en plus rares.

« Avec la récession, l'environnement devient moins prioritaire, constate Pierre Lajoie, président de l'Association qué-

bécoise des techniques de l'eau. On traîne la patte à Québec. »

Douze ans et cinq milliards de dollars après sa création, le programme d'assainissement des eaux traverse une période critique.

La moitié des villes n'ont toujours pas de station d'épuration, les égouts des grandes villes débordent un jour sur cinq, rejetant dans le fleuve entre 30 et 50% de leurs eaux usées; plusieurs des stations existantes fonctionnent mal et subissent des pannes répétées; Laval, la deuxième ville de la province, ne traite que 10% de ses eaux; les petites localités manquent d'argent pour entretenir leurs stations et imposent de nouvelles taxes; les boues s'entassent sans qu'on sache qu'en faire (voir encadré) et là où les villes épurent, les agriculteurs et les industries continuent de polluer quelques kilomètres en aval.

« Le gouvernement va devoir prendre des décisions cruciales cette année, dit

Pierre Lajoie. Récession ou pas, il faut continuer. »

Personne n'ose estimer le coût des travaux qui redonneront aux Québécois l'usage récréatif de cours d'eau « en santé ». A elle seule, la station de Montréal a coûté deux stades olympiques.

« Il ne faut pas être trop négatif », dit l'ingénieur Claude Vallée, véritable missionnaire de l'épuration de 1965 à 1984. « C'est une tâche qui prendra 25 ans. Nous avons fait des erreurs mais aussi d'énormes progrès. »

En 1984, le Québec épuraient seulement 4% de ses eaux usées comparativement à 90% en Ontario. La province était couverte de « rivières à marte ». Le Saint-Laurent servait de décharge publique. Et les citoyens trouvaient ça normal. Plus maintenant. « Les exigences de la population se raffinent », dit le sous-ministre adjoint à l'Environnement, Germain Halley. « Les mentalités changent. »

Dans quelques régions, la qualité des

cours d'eau s'est améliorée. Notamment près de Montréal. Tout comme dans les bassins de la Yamaska, de la Chaudière et de l'Assomption. On fait maintenant de la planche à voile sur la rivière des Mille Îles et on peut flâner dans un parc, à Granby, le long d'une rivière, la Yamaska, qui était un égout à ciel ouvert il n'y a pas cinq ans.

Des trois volets du programme d'assainissement des eaux lancé en 1978 - agricole, industriel et municipal -, le municipal est celui qui a donné les meilleurs résultats.

Depuis 10 ans, plus de 239 stations ont été mises en service, traitant les eaux de 299 villes. Moins d'une centaine ont leur certificat de conformité, autrement dit, fonctionnent à plus de 50% de leur capacité. Les autres sont en rodage. Et des projets sont en voie de réalisation dans 435 villes. (Tous ces chiffres doivent toutefois être pris avec un grain de sel. Le vérificateur général du Québec affirme que le ministère de l'Environnement ne sait pas ce qui se passe sur le terrain!)

Aujourd'hui, le gouvernement du Québec fait face à une décision majeure: vaut-il mieux empêcher les égouts des grandes villes de déborder, s'occuper des petites villes qui n'ont pas encore de station, ou encore plus simplement mettre l'argent ailleurs, pour diminuer la pollution agricole, par exemple?

Entre 75 et 100 petites municipalités n'ont pas de station. Pour leur en construire une, il faudrait dépenser par foyer de 10 à 15 fois plus que la moyenne québécoise de 500 dollars. Dans certains cas, la facture s'élèverait à 13 000 dollars par habitant! Souvent parce qu'il n'y a même pas de réseau d'égouts. Le Conseil du trésor a arbitrairement établi une limite psychologique: au-delà de 2500 dollars par personne, on ne paie pas.

L'assainissement dans les petites municipalités apparaît souvent moins urgent que les «débordements» des grandes villes. C'est un problème dont on ne parlait pas il y a 15 ans. Lorsqu'il pleut, la quantité d'eau recueillie par les égouts est décuplée. Les usines d'épuration - déjà conçues pour recevoir deux fois et demie le volume d'une journée non pluvieuse - ne suffisent plus à la tâche. Et lorsqu'ils débordent, les égouts de Montréal polluent beaucoup plus que tous les égouts non traités d'une petite ville de 500 habitants.

Pour résoudre le problème des débordements, il faut des réservoirs et des mécanismes de contrôle qui retiennent les eaux en attendant la fin de l'orage. La technologie existe: il s'agit du «contrôle prédictif intégré». On l'utilise à Paris, Chicago, Marseille.

Elle permettrait aux gens de la capitale, par exemple, de retrouver l'usage des battures de Beauport, de la plage Jacques-Cartier, de la Saint-Charles et de

l'ancienne plage de l'Anse au Foulon. (L'agglomération de Québec rejette chaque jour dans le Saint-Laurent, trois pleins Colisée de matières en suspension!) «Si on ne les contrôle pas, les débordements nous priveront des plages pendant plus de 90 jours», dit Serge Lapointe, responsable du projet à la Communauté urbaine de Québec.

Dans les petits bureaux encombrés de la Communauté urbaine les plans sont prêts. La première phase des travaux coûterait 55 millions. L'ensemble 115. Mais l'argent tarde à venir.

A Laval aussi on attend. Près de 90% des eaux usées se déversent sans traitement dans la rivière des Prairies. De ministre en ministre le point de vue change. Lise Bacon, députée de Chomedey, voulait construire une usine à Laval (au grand plaisir des entrepreneurs de sa circonscription). Clifford Lincoln, bon copain de certains élus de la Communauté urbaine de Montréal, préférerait brancher Laval sur la méga-usine de Montréal et aider ainsi à la payer. Le dossier traîne maintenant sur le bureau du ministre Pierre Paradis.

«Construire à Laval ou se brancher sur Montréal, c'est kif-kif écologiquement, dit Pierre Lajoie. Et pas tellement différencie financièrement. Personnellement, je crois qu'on ne devrait pas mettre tous nos œufs dans le même panier.»

Pas facile de connaître la facture de ces projets. Toutes les estimations ont violemment été contestées. Chose certaine, la construction d'une usine à Laval (environ 100 millions de dollars) serait plus coûteuse pour le gouvernement du Québec que le branchement (90 millions). Mais pour le contribuable, le coût est le même, affirment plusieurs professionnels, une fois calculé ce que l'usine de Montréal devra dépenser pour traiter les eaux de Laval.

L'usine de Montréal est déjà dépassée technologiquement. Et elle a connu de nombreux problèmes. Récemment ouverte au public, l'usine est un complexe impressionnant: grands corridors propres, vague odeur d'antiseptique, innombrables cadrans. C'est ici, sous ses voûtes de béton, autour de ses gros tuyaux orangés, que se sont poursuivis les héros du film québécois *Dans le ventre du dragon*. Dehors, autour des grands bassins où sont traitées les eaux usées, de rares employés s'agitent, époussetant minutieusement chaque tuyau. (Il n'y a pas longtemps un boulon défectueux a causé une panne de plusieurs jours.)

L'usine traite en moyenne un million de mètres cubes par jour. En une journée record, l'été dernier, 3,2 millions. Des travaux sont en cours pour l'améliorer.

«Tous les travaux qu'on fera à Montréal ne changeront pas le problème de fond, dit un écologiste. L'usine de Montréal a été mal conçue. On peut l'améliorer. Mais

elle sera toujours vulnérable.»

La petite histoire du programme québécois d'assainissement des eaux est truffée d'anecdotes plus savoureuses les unes que les autres: une usine trop petite à Saint-Hyacinthe, une trop grande à Granby, d'autres dont les pompes sont souvent bloquées (comme à Valleyfield, parce que pour sauver quelques dollars on n'a pas installé d'appareil retenant les gros déchets); des centaines de fosses septiques illégales en Abitibi, le sol argileux ne permettant pas de se conformer aux normes.

«Nous avons fait des erreurs, pas de doute...», dit un ingénieur de la première heure, de l'époque glorieuse où on concevait en une nuit un plan d'assainissement pour le vendre le lendemain à une municipalité. «Nous étions des cow-boys. Il fallait aller vite.»

Rien d'étonnant à cela si on se rappelle que la création du programme a été décidée dans un ascenseur par un Jacques Parizeau, alors ministre des Finances, furieux de voir s'échapper des fonds fédéraux non réclamés et un Marcel Léger, alors ministre de l'Environnement, à la recherche d'un programme prestigieux à mettre au crédit de son ministère naissant.

«Ça s'est décidé entre deux étages, raconte un adjoint politique de l'époque. Quant au montant de six milliards, on l'a choisi au pif: six millions d'habitants, à 1000 dollars par personne, ça fait six milliards!» Les chicanes actuelles sur les 400 millions «qui restent» le font bien rire. Tout ce qu'il faut, dit-il, c'est voter de nouveaux budgets.

Mais le ministre Pierre Paradis a-t-il le poids qu'il faut? «Il a beaucoup de bonne volonté, dit Pierre Lajoie. Mais il va avoir besoin de l'appui de la population.»

Le 18 décembre dernier, le Conseil du trésor a rabroué le ministre: il lui refuse les nouveaux millions qu'il demandait pour régler les débordements (*L'actualité*, fév. 90) et veut imposer un moratoire sur tous les projets d'épuration dont le coût dépasse 2500 dollars par habitant.

Au début du mois de février, le cabinet du ministre n'avait pas perdu espoir de renverser la recommandation et de gagner le Conseil des ministres à sa cause. Mais ses chances semblaient minces. Québec préférerait visiblement mettre l'argent ailleurs. Et surtout stopper l'augmentation de la dette du ministère dont le paiement immobilise déjà 70% du budget.

Pas question donc d'utiliser le programme, comme en 1982, pour combattre la récession. A cette époque, la construction des stations et la réfection des égouts ont servi de programme de développement régional et de stimulant économique. Une nouvelle industrie a vu le jour. Non seulement pour construire les stations mais aussi pour en assurer le fonctionnement.

« Un marché d'un demi, peut-être d'un milliard de dollars par année », dit Alain Koessler, directeur d'Aquatech, une entreprise québécoise qui détient deux tiers des contrats d'entretien des stations d'épuration en service.

Les municipalités font de plus en plus appel au privé. Quatre ou cinq entreprises se disputent le marché. Et tentent de tirer leur épingle du jeu dans un imbroglio bureaucratique impliquant plusieurs niveaux de gouvernements. Québec a payé 90% de la construction des stations mais ce sont les villes qui doivent les entretenir. Et s'occuper de leurs résidus. « On nous a donné un éléphant en cadeau. Maintenant il faut le nourrir et le soigner, dit le maire de Hull, Michel Légère. Et ça coûte cher! »

Prenons le cas de Saint-Félix-d'Otis, un petit village de 80 maisons près de La Baie, au Saguenay. L'administration municipale, dont le budget annuel est de 300 000 dollars, aurait dû en dépenser plus de 30 000 par année pour entretenir la station d'épuration projetée. Pour nettoyer le lac Otis, dont la plage municipale est fermée depuis plusieurs années, Québec aurait dû dépenser près de trois millions de dollars, bien plus que 500 dollars par habitant. Le Conseil du trésor a mis les freins. On cherche une solution moins coûteuse. Rien que pour payer sa contri-

bution à l'étude de faisabilité, Saint-Félix-d'Otis a dû lever une nouvelle taxe d'assainissement.

La question du financement demeure cruciale. « Même Montréal se demande comment elle va payer, dit André Perreault, directeur de l'environnement à Laval. C'est pour ça qu'ils veulent tant que nous nous raccordions à eux. Pour les aider à payer. »

Le coût d'exploitation des stations varie. A Sainte-Julie, c'est moins de 1% du budget de la Ville. A Rock Island, en Estrie, 15,7% du budget! « Tout dépend du traitement choisi, du degré de pollution, des industries », explique-t-on au ministère.

Entre un employé pour l'aréna ou un employé pour la station d'épuration, la tentation est grande de choisir le premier. Certains ne vont-ils pas négliger l'eau? Déjà, plus de la moitié des stations n'emploient pas de diplômés en techniques de l'eau. « Quand l'eau potable a mauvais goût, on proteste à l'hôtel de ville », dit Jean-Yves Babin, directeur de la Société québécoise d'assainissement des eaux, l'organisme parapublic qui planifie la construction des stations. « Difficile de faire la même chose si l'usine déborde trois jours sur quatre. On ne le voit pas. »

Les défenseurs des cours d'eau ne sont

pas rassurés. La pollution, disent-ils, va plus vite que les administrations. La flore et la faune de certaines rivières sont menacées. Dépolluer ne suffit pas, il faudrait réduire le volume à traiter, envisager de tirer moins souvent la chasse d'eau, de tarifier la consommation.

Bref, le travail ne manque pas. Les pesticides et les engrais polluent toujours. Pour résoudre le problème, il faudrait modifier les méthodes de culture. A l'Union des producteurs agricoles, on affirme que le changement est en train de se faire. « Depuis des mois nous sensibilisons nos membres, dit Jean-Yves Couillard. Nous assistons à un revirement complet de mentalité. »

Et du côté industriel, à part les pape-tières, les efforts sont encore minces, convient-on au ministère de l'Environnement.

Mais à Chicoutimi, on est encore bien loin de telles considérations. « Ce ne sont pas quelques années de plus qui vont faire une différence, dit le directeur général de la ville, Marcel Demers. On attend de profiter de l'expérience des autres. On se sent à l'aise de polluer pour l'instant. » Si le ministre Paradis ne réussit pas à sauver ses budgets, Chicoutimi risque d'attendre encore longtemps. ■

Boues à vendre

Les Japonais en font de la céramique. Que feront les Québécois de leurs 60 000 tonnes de boues d'épuration?

Les vaches de Michel Béliveau ont un petit côté urbain que leur envient les fermiers des alentours: elles brouent du foin engraisé par les excréments des citadins de Victoriaville. « C'est plein de phosphore et d'azote, dit joyeusement Béliveau, un producteur laitier de Saint-Albert-de-Warwick, dans les Bois-Francs. Ça m'évite d'utiliser des engrais chimiques. Et ça ne coûte rien! J'en donne même à mon voisin. »

Agriculteur depuis 25 ans, Michel Béliveau est l'un des six producteurs de la région qui participent à un projet pilote de valorisation agricole des boues de la station d'épuration de Victoriaville. Le Québec réutilise moins de 1% des 60 000 tonnes de boues qu'il produit annuellement, comparativement à 40% en France et 45% aux États-Unis. Ce pourcentage devrait toutefois augmenter rapidement maintenant que le gouvernement a levé le moratoire sur la valorisation agricole.

Les agriculteurs étaient jusqu'ici méfiants à l'endroit des boues. « Ils veulent des garanties de qualité et des contrôles stricts », dit Jean-Yves

Couillard, vice-président de l'Union des producteurs agricoles.

Au Québec, on estime qu'environ 30% des boues produites par les stations d'épuration pourraient servir de fertilisants: jusqu'à 100% dans certaines régions comme l'Outaouais, mais presque rien dans les régions fortement industrialisées où les boues ont une teneur trop importante en métaux lourds. On ignore encore tout de la qualité des boues montréalaises. « La gestion des boues, c'est la grande question de l'avenir », dit Angèle St-Yves, responsable du dossier à Québec.

Les boues sont actuellement incinérées ou séchées et enfouies. Mais les lieux d'enfouissement débordent. On cherche des méthodes moins coûteuses et peut-être même rentables de s'en débarrasser. A Hamilton, en Ontario, une usine pilote de la firme d'ingénierie SNC récupère les hydrocarbures contenus dans les boues. Au coût de 290 dollars la tonne, elle obtient du carburant diesel. « Pas mal », dit Léo Rancourt, directeur de la commercialisation, « surtout quand

on sait qu'une étude de l'Outaouais estime la valorisation agricole à 250 dollars la tonne! »

L'usine de SNC traite des boues australiennes, européennes, américaines. Mais pas québécoises. Personne n'y croit au Québec, déplore-t-on chez SNC.

Pourtant, ailleurs dans le monde, on traite de plus en plus les boues d'épuration comme un « produit » et non pas un « déchet ». Aux États-Unis, on s'en sert pour fabriquer des briques et elles entrent dans la construction des barages. Au Japon, on en fait déjà des tuiles de céramique et divers matériaux de construction.

On est encore loin de là au Québec. Mais on pourrait réussir une percée internationale avec un tout nouveau pressoir à boues, développé par le Centre de recherche industrielle du Québec. C'est le premier appareil qui n'oblige pas les ouvriers à décoller à la pelle le « gâteau de boue » qui y adhérerait. « Le marché est mondial », dit Emmanuel Lemay, des Industries Fournier de Black Lake, qui a obtenu le permis d'exploitation. Comme quoi, il y a de l'avenir dans les boues.

Le ras-le-bol du public

Pannes de courant, autobus en retard, rues défoncées. Qui arrêtera la dérive des services publics?

par Carole Beaulieu

Françoise G. a finalement abandonné. Pas moyen de téléphoner au bureau d'assurance-chômage. Occupé. Toujours occupé. De guerre lasse, la jeune femme enceinte s'y est rendue en personne. « Une heure de transport pour une modification qui aurait pris deux minutes au téléphone! »

Françoise n'est pas la seule à maugréer contre les lignes téléphoniques surchargées. Selon un sondage du gouvernement du Québec, 40% des Québécois ont de la difficulté à joindre un service gouvernemental. A croire qu'on a décroché! « Ma secrétaire a déjà essayé 69 fois avant d'atteindre Revenu Canada », raconte Marcel Pépin, ex-patron de la Commission d'accès à l'information. « Manger du fonctionnaire » est un des sports préférés des Québécois.

En 1990, le ministère du Revenu a reçu 5000 plaintes, le commissaire aux plaintes d'Hydro-Québec plus de 3500. En comparaison, la même année, une entreprise de taille comparable, Bell Canada, n'en a reçu que 974!

Les Montréalais donnent zéro sur 10 en fiabilité à Hydro-Québec et au transport en commun, selon un sondage de Saine Marketing. Le service des plaintes de la Société des transports de Montréal reçoit environ 50 appels par jour.

« Comment voulez-vous qu'on ne soit

pas en rogne contre les fonctionnaires? », raconte un entrepreneur en construction qui refuse d'être identifié par crainte de représailles. « Je passe des heures chaque semaine à attendre au bureau des permis de la ville de Montréal. A Québec, j'ai un permis de rénovation en deux semaines. A Montréal, c'est huit semaines... et parfois huit mois! »

Et ce n'est que la pointe de l'iceberg. Selon TARP, un groupe de recherche américain de Washington, moins du tiers des gens insatisfaits portent plainte. Les autres prennent leur mal en patience. A peine 9% des Québécois connaissent l'existence du protecteur du citoyen qui tient son mandat directement de l'Assemblée nationale: Robin des Bois moderne, l'ombudsman doit défendre les citoyens contre les abus de la machine gouvernementale. L'an dernier, le protecteur a reçu près de 22 000 plaintes: de l'étudiant qui n'a pas reçu sa bourse au citoyen qui a brisé sa voiture dans un nid de poules.

Le protecteur n'a pas juridiction sur les villes. Ni sur les écoles, les hôpitaux ou tout autre service dit « parapublic ». « Et ce ne sont pas les fonctionnaires qui lèveraient le petit doigt pour nous aider », fulmine Roland Thibodeau, directeur de la caisse populaire Saint-Matthieu, dans l'est de Montréal. Thibodeau bout de rage. Un an après avoir obtenu son permis de rénovation, il bout encore. On lui

avait promis son permis en deux mois... il y a passé plus d'un an et demi! On a « perdu » son dossier. Un fonctionnaire a modifié l'original et y a introduit une erreur qui a bloqué le processus pendant des mois. Personne ne s'est jamais excusé. « Les services publics ne sont pas là pour nous servir, dit-il. Ils sont là pour nous enquiquiner. »

Les Québécois sont les plus insatisfaits des Canadiens en matière de police, de santé, de transport en commun et de voirie, selon un sondage Gallup de l'été 1990. Ils ne dépassent le reste des Canadiens en termes de satisfaction que dans le cas de la poste et du ramassage des déchets!

Mais certains fonctionnaires trouvent grâce à leurs yeux. Ce sont – tenez-vous bien! – les vrais fonctionnaires, ceux qui brassent du papier dans les grandes tours à bureaux du gouvernement du Québec.

Selon un sondage ICOP, neuf citoyens sur 10 sont satisfaits de la fonction publique provinciale... une fois traversé le mur téléphonique et trouvée la bonne personne! Un tiers pensent même que les services se sont améliorés. A peine 10% qu'ils se détériorent.

Des différences qui s'expliquent assez bien, dit Louise Roy, pdg de la Société des transports de Montréal. Le citoyen moyen prend l'autobus tous les jours. Un retard peut avoir des conséquences désastreuses sur sa vie. Ailleurs, il peut

La Société des transports de Montréal reçoit une cinquantaine de plaintes par jour: retards, attitudes impolies... Mais, plus de 100 personnes tentent aussi de se plaindre par téléphone... et n'y arrivent pas.

plus facilement prendre son mal en patience.

Mais les Québécois ont-ils raison d'être mécontents? Ou sont-ils simplement plus plaignards? Un peu des deux, répond le protecteur du citoyen, Me Daniel Jacoby. D'une part, ils n'en ont pas pour leur argent. D'autre part, leurs attentes des services publics sont beaucoup plus grandes qu'auparavant.

Au Canada, comme dans 21 autres pays industrialisés, on estime que la «non-qualité» des services publics coûte à l'État entre 35% et 40% du budget. (Autrement dit, le tiers des impôts servent à payer les erreurs de la machine administrative!) Une hausse de «qualité» de 1% épargnerait au trésor canadien plus de 350 millions de dollars par année!

La «non-qualité», le dernier néologisme à la mode, ne cache pas une réalité bien compliquée. En termes clairs, c'est une erreur, du travail mal fait. Un contremaître fait de la non-qualité lorsqu'il refuse qu'un employé répare les freins d'un autobus entré au garage pour une autre réparation. «J'ai déjà vu un mécanicien changer semaine après semaine la même pièce brûlée», raconte Claude Leduc, mécanicien et président du Syndicat des employés de transport en commun de la rive-sud de Montréal. «On ne lui donnait pas le temps de chercher la cause du problème.»

La non-qualité n'est pas l'apanage des services publics et parapublics. Elle existe aussi dans les entreprises privées.

Plus de 80% des plaintes à l'Office de protection des consommateurs concernent l'alimentation et l'automobile. A peine 4% contre des services publics.

Mais, dans le privé, le client peut aller ailleurs.

«La clientèle des services publics est captive et la marmite commence à bouillir», dit Jean Leclerc, expert québécois en matière de qualité de services. Quand les contribuables vont additionner les hausses de taxes municipales, la hausse dans le transport en commun, la TPS et peut-être l'augmentation d'impôt fédéral, ça devrait barder.»

On pourrait assister, dit-il, à des refus de paiement d'impôts, à des demandes croissantes de privatisation ou des propositions pour limiter le pouvoir de dépenser de l'État.

Non pas que tous les services se détériorent. En fait, dans certains secteurs,

ils s'améliorent. Au Québec, on ne fait plus la queue dans la gadoue pendant des heures pour obtenir sa plaque d'immatriculation! Une vignette arrive bien gentiment par la poste. Et si on fait la queue, ce n'est pas plus de 10 minutes, révèle une enquête de la Société de l'assurance auto. Moins que chez Steinberg un jeudi soir... ou que dans une caisse populaire à la fin du mois!

Depuis 10 ans, plus de la moitié des 110 ministères et organismes du gouvernement du Québec ont informatisé leurs dossiers (le fonctionnaire y accède directement sur écran cathodique), allongé leurs heures d'ouverture, créé des services de plaintes, modernisé leur système téléphonique. «On a fait des progrès», affirme le député et ex-ministre délégué aux Relations avec les citoyens, Denis Lazure. «Pensez à l'époque où les bureaux étaient fermés le midi!»

Mais les améliorations n'arrivent pas à suivre les attentes. Au ministère du Revenu, le nombre de demandes d'information a augmenté de 20% cette année seulement. «Les programmes se compliquent et les formulaires aussi», dit Jean Leclerc.

Même phénomène à Montréal. Le nouveau service téléphonique déborde. On l'avait prévu pour un million d'appels par année. Il y en a deux millions.

«Où va-t-on arrêter?», s'interroge Yvon Charlebois, de Fonction publique 2000, le secrétariat fédéral qui depuis plus d'un an cherche des solutions à la paralysie de la fonction publique fédérale. «Le citoyen veut-il vraiment une réponse en trois jours plutôt que sept si ça coûte trois fois plus cher?»

Depuis le début des années 80, les rapports se multiplient: Fonction publique 2000 à Ottawa, commission parlementaire à Québec. Tous enjoignent à la fonction publique de prendre le virage du «service à la clientèle». Et les pressions augmentent.

«Les fonctionnaires sont comme des grenouilles dans un bac d'eau dont on augmente chaque jour la température d'un degré», dit Jean Leclerc, de l'École nationale d'administration publique. «Menaces de privatisation, occasionnels, sous-traitants, comparaisons avec l'efficacité des fonctions publiques d'autres pays, ça n'arrête pas. Si rien ne se fait, un jour, un degré de plus... et ils seront ébouillantés.»

Plusieurs l'ont compris. On n'a jamais

vu autant de ministères et d'organismes publics faire des sondages et des enquêtes sur la satisfaction de leurs clients. Certains syndicats, dont la Confédération des syndicats nationaux, ont adouci leur position et sont prêts à envisager de nouveaux modes de gestion.

Mais il ne suffit pas de savoir, dit Jim Clemmer, grand gourou de la qualité au Canada et auteur du bestseller *Firing on all Cylinders (A plein régime)*: «Il faut agir.»

Agir... mais comment? Selon Clemmer, 15% de la non-qualité est dû aux personnes (à la paresse ou à l'incompétence), 85% aux systèmes. La majorité des fonctionnaires veulent bien faire leur travail. Surtout ceux qui sont en contact direct avec le public. Mais le système, souvent, les paralyse.

A Hydro-Québec, raconte Claude Véronneau, un monteur de lignes de la région de Richelieu, il n'est pas rare qu'une équipe arrive sur les lieux d'une réparation... et n'y trouve pas le matériel prévu.

Comment éviter les quolibets du public en attendant que la pièce - qu'Hydro ne tient plus en inventaire pour économiser - soit livrée à l'équipe de réparation?

La direction ne nie pas. «C'est vrai», dit Jean-Marie Gonthier, vice-président qualité chez Hydro-Québec. «Mais c'est aussi vrai que les cadres ont toute la misère du monde à former une équipe, la nuit par exemple, pour réparer une panne. Les employés ne sont pas là. Ou ils ont mis leur répondeur. Ou ils ne veulent pas venir.»

Et le syndicat lui-même ne nie pas que ses membres passent «du temps à la taverne à attendre les ordres». «On a déjà été fier de travailler pour Hydro-Québec, dit Charles Cuerrier, président du syndicat des employés. Nos gars ont encore le goût de la fierté. Si les patrons géraient avec un peu de bon sens, ils sortiraient des tavernes.»

Préserver la «qualité de vie» des fonctionnaires et donner le meilleur service possible aux citoyens sont-ils des objectifs conciliables? - Pour que les CLSC soient ouverts le soir, il faut que des gens travaillent le soir», commente une infirmière venue travailler dans un CLSC justement pour éviter cet horaire.

Les cadres ne sont pas prêts à porter le chapeau de la non-qualité. Ils blâment, eux, la lourdeur des conventions collectives. Les politiques incohérentes. Ou

plus simplement leur patron.

Mais le vrai problème semble visiblement la sur-hiérarchisation, la mauvaise organisation du travail. « Trop de dossiers remontent encore jusqu'au secrétaire général de la ville », dit Robert Lachance, un cadre de Montréal partisan d'une plus grande décentralisation. « Notre département a le pouvoir de faire des plans, de dépenser, mais pas d'embaucher des entrepreneurs ! Il nous a fallu une dérogation du conseil pour rénover. On a perdu un an et demi. »

Bref, tout le monde se renvoie la balle. L'enfer, c'est les autres.

La solution, c'est une gestion de qualité. Tout le monde le dit : décentraliser, donner plus de pouvoirs aux cadres intermédiaires, faire confiance aux employés, rapprocher d'eux le processus de décision, se fier à leurs initiatives, éliminer les normes stupides, s'attacher plus à l'esprit des lois qu'aux milliers de directives qui les accompagnent, fixer des objectifs et, pour éviter l'arbitraire, évaluer les résultats.

Ajouter du personnel ne résout rien, dit Jim Clemmer, tant qu'on n'a pas révisé les règles du jeu.

« C'est aussi une question d'âme », ajoute Jean-François Duchênes, de l'Office des ressources humaines du Québec. « La majorité des fonctionnaires ont plus de 40 ans. Plusieurs sont désabusés. Ils ont vécu l'échec de leur mariage, ils n'espèrent plus devenir patron, ils cherchent dans le travail un nouveau sens à la vie. »

La formation, disent tous les manuels, est l'autre clé du problème. Entre 1985 et 1988, Québec a consacré 3,75 jours par année à la formation de ses employés. A peu près la même chose qu'en Ontario.

Mais deux fois moins qu'en France. Et trois fois moins que les grandes entreprises privées des États-Unis. Et dans ces 3,75 jours... on compte aussi les cours pour arrêter de fumer !

Des milliers d'employés occasionnels sont placés en « première ligne », au service du citoyen, alors qu'ils n'ont reçu que peu ou pas de formation.

La tâche n'est pas facile, disent les patrons. Il suffit d'un contremaître méprisant pour que des dizaines d'employés cessent de croire en ce beau slogan, « servir le public ». « Si vous n'avez pas changé la culture de vos cadres, s'ils pensent qu'ils sont là pour bosser leurs employés, vous n'y arriverez jamais, dit Jim Clemmer. Le rôle des cadres est de donner aux employés ce dont ils ont besoin pour servir le public. »

L'évaluation est une autre clé du problème. Mais la fonction publique y est plutôt allergique.

A Hydro-Québec, le Défi Performance (voir encadré), lancé après un douloureux conflit de travail, part sur un bien mauvais pied.

D'autres secteurs sont à l'avant-garde : la Société de l'assurance automobile, le ministère du Revenu, celui des Transports, de la Sécurité du revenu. « La Commission de santé et sécurité du travail a fait beaucoup de progrès », se réjouit le protecteur du citoyen.

Même le « BS » fait des efforts. Au Centre Travail-Québec de Berthierville, par exemple, les citoyens ne parlent plus à un agent pour leur chèque, à un deuxième pour leur programme d'emploi, et à un troisième pour un retour à l'école. Les agents ont moins de dossiers mais les suivent du début à la fin. Le citoyen

connait « son » agent. Au bureau de Mont-Laurier, des employés ont mis une boîte de jouets à la disposition des enfants qui attendent leurs parents. Le climat de la salle d'attente a changé.

« Des efforts importants ont été faits, convient le député libéral Jean-Guy Lemieux, président de la Commission parlementaire sur la fonction publique. Mais ce n'est pas encore assez. »

Prenez par exemple Michel Gamache. Il y a quatre ans, ce mécanicien ingénieux et entêté trouva enfin la solution aux bris répétés de transmission des autobus de la STCUM. Un simple petit trou dans une pièce a amélioré la lubrification. Les cinq transmissions ainsi modifiées ont eu une durée de vie tellement plus longue que la méthode a été adoptée pour tous les véhicules.

Gamache a-t-il d'autres idées ? Non. Et il n'en cherche pas. « Grâce à moi, dit-il, la STCUM épargne chaque année une centaine de milliers de dollars. Moi, j'ai dû me contenter d'une plaque et d'une claque dans le dos. »

Le prix. La récompense. Les partisans de la qualité ne pourront pas éviter ce puissant incitatif au travail. Certains, comme Jean-Marie Gonthier, voudraient bien prendre le problème par l'angle d'un « virage social » et de « valeurs à retrouver ». Un peu comme « les Japonais qui ne jettent pas de papiers par terre... », dit-il. Mais le climat n'est pas, ou si peu, au civisme.

Au Conseil du trésor, on réfléchit à la « rémunération au mérite ». Une révolution. ■

Mission impossible à Hydro-Québec

23 000 employés... 14 000 griefs ! On veut la qualité. Pour l'instant, c'est la guerre.

Rarement homme fut aussi honni, aussi vilipendé... que l'est actuellement Jean-Marie Gonthier, grand responsable des quelque 14 000 mesures disciplinaires qui pèsent sur les employés d'Hydro-Québec au lendemain du dernier conflit de travail. Le tout nouveau vice-président d'Hydro-Québec a pour mission de mettre Hydro à l'heure de « la qualité de service ». Ce ne sera pas facile.

C'est pourtant à lui qu'Hydro-Québec a confié son Défi Performance, cette démarche de qualité qui, tous les manuels le disent, a pour préalable essentiel la confiance.

Dans les mois qui viennent, l'équipe de Gonthier va tenter de convaincre 2200 cadres et 23 000 employés qu'ils doivent faire un effort supplémentaire et se dévouer pour l'entreprise. « On vire l'entreprise à l'envers, dit le p.-d.g. Richard Drouin. Ce sera scientifique, rigoureux. On va donner de la place aux employés. Ce sont eux qui connaissent les besoins de nos clients. » Drouin lui-même est retourné à l'école, 16 jours durant, pour apprendre « la gestion de la qualité ».

La direction admet avoir une bonne part de responsabilité dans la détérioration du service.

Mais dans les officines syndicales, le plus grand cynisme règne. « Ce n'est pas la roue de Demming qu'il nous faut », dit Charles Cuerrier, président du syndicat des employés, se moquant d'un des penseurs de la théorie de la qualité. « Ce qu'il nous faut c'est un plan et des patrons en qui on peut avoir confiance. A force de voir l'entreprise se désintéresser de l'entretien du réseau et gérer tout croche, on s'est démobilisé. »

Cette hostilité syndicale n'inquiète ni Gonthier ni Drouin. La rigueur de leur démarche, disent-ils, leur gagnera la confiance des employés, à défaut de celle des chefs syndicaux.

Et pas question d'effacer les milliers de griefs pour « acheter la paix ». De la rigueur. Rien que de la rigueur, disent-ils, c'est ce qui permettra à Hydro-Québec de mettre fin aux pannes et de redevenir, dans l'esprit des Québécois, une entreprise dont ils peuvent être fiers.

C. B.

Promenade en sociétés distinctes

Pas de caleçons de soie pour les hommes de Thunder Bay. Pas de couvre-feu pour les adolescents de Chicoutimi. La « différence », c'est un millier de détails.

par **Carole Beaulieu**

■ Quatre voitures ont déjà dérapé devant moi et en ont percuté d'autres. Mes essuie-glace gémissent sous la grêle. La radio grésille, annonçant un blizzard record de 48 heures. Je plisse les yeux pour lire les panneaux : « Thunder Bay Downtown ». Au diable le rédacteur en chef adjoint qui m'a lancée dans cette « promenade en quête de société distincte » : 24 heures à Thunder Bay, en Ontario, et 24 heures à Chicoutimi-Jonquière !

« Ces deux villes ont souvent servi à faire des tests », m'avait-on dit dans une grande firme de marketing montréalaise. « Ce sont des villes assez typiques », donc représentatives des deux sociétés canadiennes.

De fait. Les deux agglomérations ont des airs de famille : environ 120 000 habitants, une industrie de pâte et papiers, autoroute bordée de motels, de Burger King et de McDonald's, des centaines de chalets de pêche et de chasse, une propension à rouler en motoneige et en tout-terrain, des centres sportifs toujours pleins, un goût pour les voyages dans le Sud. Mais là s'arrête la ressemblance.

Thunder Bay, ce grand port céréalier sur le lac Supérieur, est à Chicoutimi-Jonquière ce qu'un généreux plat de gruau chaud est à un sushi.

Les deux villes affichent leur différence en pleine rue. Pas de croissanteries ou de salons de thé à Thunder Bay. Encore moins de boutique C'est Beau un Homme comme à Chicoutimi ! La mode masculine s'y conjugue en casquettes de baseball, chemises de chasse et grosses bottes délacées, tandis qu'à Jonquière les ouvriers d'Alcan portent vestes de cuir et gants de peau, et deux boutiques de sous-vêtements pour hommes ont pignon sur rue. « A Thunder Bay, les gars commencent à peine à s'habiller, et seulement les jeunes », dit George Keros, 32 ans, propriétaire d'une des deux boutiques « à la mode » de Thunder Bay. « Je n'oserais même pas faire mon épicerie en jogging », dit au contraire un coiffeur de Chicoutimi.

Chicoutimi-Jonquière, en fait, est La Mecque de la consommation. Le gros centre commercial du coin, Place du Royaume, a son « avenue des Tentations ». « Les gens dépensent beaucoup pour paraître mieux que les autres », raconte une boutiquière. Peut-être trop.

Selon Gervais Munger, directeur de la caisse populaire Saint-François-Xavier, à

Chicoutimi, la population est lourdement endettée. « La récession ne les arrête pas », dit Daniel Simard, un coiffeur de la rue Racine. « Pour se sentir belles et bien dans leur peau, mes clientes surchargent leur carte de crédit. C'est important de se faire plaisir. »

L'hédonisme a moins droit de cité à Thunder Bay qu'à Chicoutimi. A part les saunas apportés par l'immigration finlandaise, les lieux de bien-être sont rares. « Nous mangeons mal, nous nous habillons mal », dit le directeur de Finnport, une petite boutique de saunas. « Les gens ne font rien pour se faire du bien à eux-mêmes », confirme Ursel, propriétaire de la première boutique New Age de la ville. Deux masseurs offrent depuis peu leurs services, mais la demande est faible.

Selon Irène, vendeuse dans une boutique chic du centre-ville de Chicoutimi où les chemisiers coûtent 120 dollars, ses clientes se gâtent souvent « pour compenser un désappointement ».

L'argent fait toute la différence. Pas dans la quantité. Mais dans l'usage qu'on en fait. « Les gens dépensent pour maintenir une certaine image », dit Nicole Laliberté, gérante d'une boutique d'accessoires. Ses cravates à 52 dollars font fureur, elle s'apprête à agrandir.

A Thunder Bay, on ne fait pas souvent

de folies du genre. On mange chez Hoito, une salle à manger sans façon installée dans un demi sous-sol. Éclairage au néon, tables en bois verni, serveuses en souliers de course, contenant de ketchup en plastique. On est loin des nappes en lin, des lampes halogènes et des serveuses à talons hauts du Café St-Ex, un petit resto de la rue Racine toujours plein le midi. « Les gens mangent souvent au restaurant, dit un commerçant de Thunder Bay. Mais ils ne paient jamais plus que cinq ou six dollars. »

« Les Québécois connaissent plus l'art de vivre », dit Richard Lenz, un immigrant suisse qui tient le restaurant chic de Thunder Bay: Harrington Court. On ne vient chez lui que « pour des occasions spéciales », la majorité trouvant chers ses repas pour deux à 60 dollars, vin inclus. A Chicoutimi, le resto de luxe s'appelle Le Chasseur. Un repas pour deux y coûte rarement moins d'une centaine de dollars !

C'est d'ailleurs lorsqu'une serveuse aux cheveux blancs m'a murmuré à l'oreille : « Ça vous coûtera moins cher, my dear, je vous ai facturé un petit déjeuner léger au lieu du traditionnel », que j'ai vraiment compris que j'avais quitté Chicoutimi. L'argent, à Thunder Bay, est une préoccupation constante.

« Je prendrais bien ma retraite à 58 ans », dit Peter, un mécanicien de la papeterie Great Lakes, le plus gros employeur de Thunder Bay. « Mais je n'en ai pas les moyens. »

Ici, les travailleurs ne gagnent pas tellement moins que ceux de l'aluminerie de Jonquière. Mais aucun de ceux que j'interroge à la sortie de l'usine n'ose rêver d'une retraite avant 65 ans. « Qui paiera les factures ? » me répond un quadragénaire aux traits tirés.

A Jonquière, les travailleurs ne rêvent que de ça : la retraite à 50 ans. « J'aurai des hobbies, je prendrai le temps de vivre », explique Pierre Mathieu, 34 ans. « On meurt jeune quand on fait le travail que je fais », dit Luc Tremblay, un opérateur de machinerie lourde. « Je veux avoir le temps de profiter de la vie. »

Avec quels sous ? Mystère et boule de gomme.

Pourtant tout se paye à Chicoutimi. « Même les agents pastoraux et les secrétaires de presbytère réagissent comme des syndiqués ! » déplore le curé Gilles Dion, de la paroisse Saint-Philippe, au cœur de Jonquière. Pas facile de recruter des bénévoles. Plusieurs troupes de scouts ont récemment fermé faute d'animateurs. La polyvalente d'Arvida n'a jamais assez de parents pour chaperonner ses danses. Jonquière vit sa première expérience de comités de quartier.

En comparaison, Thunder Bay est la capitale de l'engagement communautaire. Les vitrines des magasins sont tapissées d'affiches de ventes de charité. Le plus

gros hôtel de la ville accueille un bazar d'artisanat. Robin Donuts verse tous les revenus de ses ventes de café de la journée à Céntraide. En 24 heures, on m'a offert des billets pour au moins six tirages au profit d'autant de bonnes causes. Même les bibliothèques ont leurs équipes de bénévoles. On porte des livres aux gens âgés, on s'occupe d'alphabétisation, on fait campagne auprès des enfants.

Rue Broadie, dans le sud de la ville, la bibliothèque municipale ferait rougir de honte le conseil municipal de Chicoutimi. Au premier étage, dans une pièce aux hautes fenêtres décorées de vitraux, on lit des journaux à l'abri de la tempête, près d'une cheminée. Des volontaires animent un club de lecture. Le rez-de-chaussée abrite le programme d'alphabétisation.

« On recevait 50 demandes par jour pour *Les Filles de Caleb* et je n'avais que deux exemplaires », raconte Renée Savard, bibliothécaire à Chicoutimi, rue Racine. « Nous avons un bon potentiel de lecteurs, mais nous manquons de moyens. » A Thunder Bay, la bibliothèque achète six ou sept exemplaires des best-sellers avant même leur sortie en librairie. Rue Racine, encore, il n'y a pas d'équipement audiovisuel. Et encore bien moins de bénévoles. La bibliothèque est « temporairement » installée depuis sept ans dans un vieux magasin.

Mais en matière de librairies c'est au contraire Chicoutimi-Jonquière qui se distingue : Le Bouquiniste, qui diffuse une élégante musique classique, à trois fois la taille et deux fois le charme de Sweet Thursdays, la minuscule librairie indépendante de Thunder Bay. « Les gens achètent beaucoup en région », dit Guy Martin, jetant un coup d'œil à ses cinq rayons comblés de livres commandés. « Ils aiment posséder le livre. »

Rue Racine, le dépanneur près de l'hôtel Chicoutimi vend chaque semaine cinq ou six exemplaires du *Monde*. A Thunder Bay, à part le *Duluth News* du Minnesota voisin, les journaux étrangers ne sont disponibles qu'à la bibliothèque. « J'ai toujours pensé que les Québécois étaient plus ouverts sur le monde », dit le bibliothécaire Larry Joseph.

Pas si on en croit Carol Tremblay, propriétaire d'une des grosses agences de voyage de Chicoutimi. « Le gros vendeur c'est la Floride, dit-il. Ailleurs c'est trop cher. Et les gens hésitent à cause de la langue. En Floride, ils peuvent parler français. »

Même la nuit n'a pas la même couleur à Thunder Bay. Les jolis petits bars discrets sont rares. Le Golden Nugget Saloon est à des années-lumière du Troquet, le petit bistro de la rue Racine où l'on tient, ce soir d'Halloween, une élégante soirée de sorcières, certaines se prêtant même avec humour à un concours de jambes poilues. Le Golden Nugget est

le bar le plus populaire de Thunder Bay : bière, boucane et musique country. « Le vrai party est au club de curling de Port Arthur », me dit Robert Nohachewsky, en se versant une autre bière.

Là, dans la grande salle qui surplombe la glace, plus de 200 personnes boivent leur bière en applaudissant discrètement les bons coups des « curlers ». Jamais ici on ne chahuterait les officiels en les traitant de « pourris ». On est bien loin de l'atmosphère surchauffée de la patinoire Georges-Vézina, le quartier général des Saguenéens de Chicoutimi, l'équipe qui attire les plus grosses foules de la Ligue junior majeure du Québec.

« On stagne », affirme Jennifer, 16 ans, l'une des nombreuses adolescentes qui hantent les corridors de l'Inner City Shopping Center, le plus gros centre commercial de Thunder Bay. « Les années 60 ne sont jamais arrivées ici. »

A « Baie du Tonnerre », les adolescents ne se promènent pas jusqu'à trois heures du matin, bière à la main, dans la rue principale comme ils le font à Jonquière, dans « La St-Do ». L'âge d'entrée dans les bars est de 19 ans. Et on l'applique avec sévérité. Les adolescents se saouent plutôt entre copains dans des résidences de banlieue. « Avant d'aller aux danses d'école – ou l'alcool est proscrit – on se gèle à l'acide », raconte une adolescente de 14 ans attablée au centre commercial.

Le vice-principal du Port Arthur Collegiate Institute, une des écoles secondaires de Thunder Bay, soutient que ses élèves sont plus disciplinés que les Québécois. Ici, on dit Sir et Mrs. en s'adressant aux professeurs. « Si j'exigeais que les étudiants m'appellent monsieur, je ferais rire de moi », s'amuse Bernard Gagné, directeur adjoint de la polyvalente d'Arvida dont le classeur est décoré d'un poème s'adressant aux étudiants : « Ton monde est un monde de liberté. »

Les jeunes de Thunder Bay rêvent tous de se marier un jour. Du moins, la vingtaine à qui j'ai posé la question. « Ma mère me tuerait si je ne me mariais pas », dit Leanne, 21 ans, vendeuse d'accessoires de mode.

Rien de tel à Chicoutimi. « Aucune de mes amies ne songe à se marier », raconte Élisabeth, 22 ans, une étudiante en éducation physique qui s'apprête à faire de l'escalade en Alaska. « Elles veulent les enfants. Mais pas le mariage. »

Selon Gilles, 24 ans, membre lui aussi de l'expédition, le conservatisme des jeunes Canadiens anglais n'est qu'une façade qui se lézarde dès qu'ils sortent de leur cadre familial. « On les voit quand ils arrivent ici pour des échanges d'étudiants. Ils virent fous. Ils boivent comme des trous. Nous, on apprend plus jeune à s'autodiscipliner. »

L'abbé Dion voit ça d'un autre œil. « On ne peut plus rien exiger des gens, dit-il.

Ils refusent d'être jugés. C'est bien d'avoir mis l'accent sur l'amour comme valeur profonde. Mais on ne parle plus d'engagement, de fidélité. Encore moins de renoncement, de dévouement. Les gens n'ont plus que des droits, pas de responsabilités.»

Du bénévolat, on en fait beaucoup aussi à Chicoutimi-Jonquière. Mais c'est du bénévolat « qui rapporte », explique une mère de famille. *La Fabuleuse Histoire du royaume*, une production artistique montée avec des centaines de bénévoles, a même sa liste d'attente depuis que le succès de la production a permis à tous les figurants d'aller se produire en France!

Mais tranquillement les différences s'estompent. « Thunder Bay change depuis 10 ans », dit Maurice Émond, propriétaire du plus

gros salon de coiffure de la ville. Débarqué de Toronto il y a 10 ans, Émond a trouvé une ville où toutes les femmes avaient la même coupe de cheveux démodée. Aujourd'hui, son Sheer Heaven refait chaque mois les mèches de dizaines de clientes. « La ville garde son caractère familial, dit-il, tout en développant des côtés plus sophistiqués. »

Et les changements ne se limitent pas à Thunder Bay. Au restaurant La Bougresse, à Chicoutimi, on admet que, pour faire face à la récession, on achète des bouteilles de vin un peu moins chères de façon à permettre aux clients « de se faire plaisir sans trop dépenser ». « Ça ne peut pas continuer », dit le directeur de la plus grosse caisse populaire de Chicoutimi. « Il faut revenir à la réalité. »

Huit heures du matin, et je roule vers l'aéroport à l'ombre des élévateurs à

grain. Le *morning man* de CKPR, la station locale de Thunder Bay, enchaîne nouvelles et informations communautaires. Dans le plus grand sérieux. On est loin des blagues des « Amateurs de positif », l'émission du matin de CFIX-FM. A Chicoutimi, Marjo chantait : « Nos plaisirs n'ont pas de prix et rien n'est jamais interdit. »

Mais peut-on avoir trop de joie de vivre et d'insouciance ? Ce jour-là, Bernard Lemaire, p.-d.g. de Cascades, était venu dire à ses travailleurs de Jonquière que, oui, on peut abuser : à moins d'un nouvel effort, d'un nouveau sens des responsabilités, il fermerait l'usine. Ce qu'il souhaite au fond, c'est importer une dose d'austérité de Thunder Bay. ■

Le ministère de l'EnviRONRONnement

Trop mou pour les écolos, trop tatillon pour les entreprises, le ministère de l'Environnement n'a plus la confiance du public.

par Carole Beaulieu

Le client de la table voisine tend l'oreille. Il lutte contre le cliquetis des assiettes pour saisir les propos de Christian Simard, coordonnateur de l'Union québécoise pour la conservation de la nature, que j'interviewe en pleine cohue du midi dans un casse-croûte de Sainte-Foy. Soudainement, l'homme se lève et vient vers nous, la quarantaine fatiguée, les ongles noircis, la tignasse grise en bataille. « Aidez-moi, dit-il. Vous avez l'air de connaître ça vous autres, le ministère de l'Environnement. »

Entrepreneur en construction, il bâtit un hôtel en banlieue de Québec. « On me garroche d'un bureau à l'autre. Je ne comprends plus rien. »

Et il n'est pas le seul à ne pas comprendre.

Douze ans après sa création, le ministère de l'Environnement du Québec a la

pire cote de tout le gouvernement. Les écologistes le jugent trop mou. Les industriels le trouvent trop lent, trop tatillon et surtout bordélique. L'opinion, elle, a perdu confiance, estimant, au dire d'un fonctionnaire, que le ministère « ne fait rien contre les gros, enquiquine les petits et n'est jamais là quand on a besoin de lui ».

« Vous nous avez déjà menti, la commission Charbonneau a dit que vous cachiez de l'information, pourquoi est-ce qu'on vous croirait cette fois? » lance un citoyen en colère, dans la salle paroissiale de Saint-Thomas, près de Joliette. Plus de 400 personnes s'y pressent à une assemblée d'information sur le projet qu'a la Cimenterie St-Laurent de brûler des huiles usées dans ses fours de Saint-Thomas. Le syndicaliste Michel Chartrand est dans la salle. Tout comme le chanteur Jean-Pierre Ferland, des militants de Greenpeace et des membres de la Fondation québécoise en environnement.

On a distribué dans toutes les boîtes aux lettres de la paroisse des tracts avec des photos de vaches malades et d'une fillette à l'œil amoché.

Les experts du ministère et ceux du Département de santé communautaire de la région affirment pourtant que le projet ne présente aucun danger pour la santé. Mais l'auditoire est sceptique, bruyant, hargneux. « On ne peut pas leur faire confiance, dit François Branconnier de Saint-Thomas. Rappelez-vous le feu de Saint-Basile, les pneus de Saint-Amable... »

La crise de confiance est totale. « Avant Saint-Basile, nos employés étaient les porteurs de la bonne nouvelle de la protection de l'environnement, dit Cécile Cléroux, sous-ministre adjointe. Après Saint-Basile, nous sommes devenus, aux yeux du public, des incompetents, de connivence avec des malfaiteurs! La population n'a plus confiance en nous. Plutôt que de croire nos spécia-

listes, elle croit un chanteur ou un artiste. On a une grosse côte à remonter. »

Au quartier général du ministère, rue Marly à Sainte-Foy, on se croirait dans une forteresse assiégée. Aucun fonctionnaire ne parle à un journaliste - du moins officiellement - sans que le cabinet du ministre ait donné son accord. Les entrevues se font souvent en présence d'un agent d'information qui enregistre la conversation. Les enregistrements s'empilent, attendant d'être écoutés par l'attachée de presse du ministre.

Même méfiance du côté des entreprises. On maudit le ministère en privé. Mais on se tait devant les journalistes. « Mon client a mis des mois à obtenir son premier certificat d'autorisation », raconte une consultante pour plusieurs grandes entreprises. « Il lui en faut une trentaine d'autres. Pas question de se mettre à mal avec le ministère de l'Environnement. »

Chez les industriels comme chez les écologistes, le bilan est le même : absence de leadership, confusion dans l'action, lourdeur administrative, dérive généralisée.

Comment en sommes-nous arrivés là ?

Mis sur pied en 1979, le ministère de l'Environnement du Québec est le dernier-né de l'État québécois. Venu au monde avec la récession de 1981-1982, il a souffert de malnutrition dès l'enfance. « Nous n'avons jamais eu les budgets correspondant à nos mandats », affirme un vétérinaire du ministère, passé récemment au secteur privé.

L'Environnement est au septième rang pour le budget et au neuvième pour les effectifs parmi la trentaine de ministères et de conseils du gouvernement, mais si on exclut les sommes consacrées aux intérêts de la dette des usines d'assainissement des eaux, il tombe au quinzième rang, loin derrière la Culture, la Justice et les Affaires municipales. (Le ministère emprunte chaque année entre 300 et 400 millions pour construire des stations municipales d'épuration des eaux, donnant ainsi du travail à de nombreuses firmes de génie civil.) Selon des analyses gouvernementales, le ministère n'a que les deux tiers du personnel nécessaire.

« Les fonctionnaires ne sont pas incompetents, affirme une consultante privée. Mais ils sont dépassés. Ils n'ont pas les ressources nécessaires pour participer aux réunions internationales, se tenir à jour sur les nouvelles technologies. Et en matière d'environnement, ça bouge très très vite. N'importe lequel des experts de mes clients les met en boîte en quelques minutes ! »

Le Conseil du trésor rétorque que l'Environnement se plaint le ventre plein, que ses crédits ont presque doublé depuis 1987, qu'en ces années de vaches maigres il est un des rares ministères en croissance et que certains départements sont à l'avant-garde.

« J'ai une équipe jeune, à la fine pointe des technologies. En restauration de sites contaminés on est en avance sur le privé », dit Guy Desmarais, géomorphologue de la direction des déchets dangereux.

L'environnement se porte-t-il mieux ou plus mal depuis la création du ministère ? Personne ne peut répondre avec certitude, faute de données globales sur les écosystèmes québécois. « Il y a des progrès, mais timides », dit un ex-fonctionnaire passé au service d'une grande société papetière. « Dans l'ensemble, la pollution va plus vite que le ministère. »

« A certains égards c'est pire, par exemple en matière de production de déchets dangereux », affirme Denis Gosselin de l'Union québécoise de la conservation de la nature. « Mais est-ce la faute du ministère ? Ce serait lui en mettre beaucoup sur le dos. »

Tel qu'il est, le ministère est incapable de remplir son mandat, conviennent tous les intéressés. Il faut modifier la structure ou changer le mandat. Le mandat, en effet, ricane un fonctionnaire, est « digne de la Suède de l'an 2000 ». Tous les Québécois « ont droit à la qualité de l'environnement », affirme la loi. Mais comment assurer le respect de ce droit ?

« La mission du ministère ne mérite pas d'être rétrécie, réplique le ministre Pierre Paradis. Au contraire ! Si nous ne sommes pas pris au sérieux, c'est que notre réglementation a pris beaucoup de retard sur l'Europe et le reste du pays. »

On ne manque pas de pouvoirs contre les pollueurs : injonctions, saisies, etc. Mais on n'en a pas sur des questions clés. « Nous ne sommes pas responsables des dossiers les plus importants : la forêt, l'énergie, le développement industriel », dit Harvey Mead, jusqu'à tout récemment responsable du dossier du « développement durable ». « Nous avons la responsabilité de gérer les problèmes causés par les autres. »

Ainsi, des résidents de Pointe-du-Lac, petite municipalité de la banlieue trifluvienne, protestent contre le bruit de l'usine d'Aciers et Métaux Morrissette. L'usine existe depuis 1972. Elle était là lorsqu'ils ont acheté leur maison, juste derrière ! « C'est clairement un problème de zonage, dit-on à Québec. La municipalité n'aurait jamais dû permettre ce développement. » Aujourd'hui c'est le ministère qui répare les pots cassés. Car l'article 94 de la loi sur la qualité de l'environnement donne au ministre le pouvoir de « prohiber les bruits abusifs ou inutiles ». Le ministère a même été blâmé par le protecteur du citoyen pour avoir refusé de s'occuper de la plainte d'un citoyen ennuyé par le bruit d'une discothèque ! « On a des problèmes pas mal plus urgents », réplique-t-on à Québec. Mais ce citoyen est dans son droit.

« Nos règlements sont très nobles, très utopiques et souvent inapplicables », dit Cécile Cléroux.

Le règlement 20, sur la qualité de l'air par exemple, exige des mesures qu'on ne peut obtenir qu'en suspendant à un hélicoptère un technicien et son appareil d'échantillonnage. Si Greenpeace nous a habitués à de telles cascades, ce n'est pas encore le cas des fonctionnaires.

Un autre règlement, s'il était appliqué, obligerait la fermeture de tous les ferrailleurs du Québec. Le recyclage des voitures usagées crée en effet un déchet dangereux : le « fluff », dont nul ne sait encore que faire. « On ne va tout de même pas fermer des entreprises qui font du recyclage », s'indigne le sous-ministre adjoint André Marsan.

Pour remettre de l'ordre dans tout cela, Québec prépare une refonte de ses 11 lois et 50 règlements (*L'actualité*, 15 octobre 1991). Certains, dont Cécile Cléroux, prèchent un changement radical d'orientation. « On passe un temps fou à vérifier des plans. On devrait plutôt établir des normes et s'assurer que ce qui sort au bout du tuyau les respecte. »

Actuellement, le ministère examine et approuve tous les plans avant la construction. Aussi bien des usines que des hôtels ou des fosses septiques. Un total de 3000 à 4000 autorisations par année ! Un travail monstre. « C'est la seule façon de s'assurer que les protections environnementales sont bel et bien là », dit un écologiste. « Pas nécessairement », réplique Cécile Cléroux.

Le processus actuel est long. Et papé-rassier. Les autorisations prennent de 30 jours à quatre ans ! « Le ministère a un dossier de deux pieds de haut de documents au sujet de mon usine », dit un industriel qui veut garder l'anonymat. « Et ce n'est pas encore assez. » L'aluminerie de Bécancour a mis quatre ans à réunir toutes les autorisations nécessaires. Le dossier de Stablex, la firme de recyclage des déchets, remplit à lui seul trois tiroirs d'un classeur. « Mes clients commencent à se demander si ça vaut le coup », confie une consultante, qui travaille pour un gros investisseur étranger.

Dans les ministères économiques, l'Environnement a une réputation d'emmerdeur, d'empêcheur de créer de l'emploi. Il doit constamment se battre pour être tenu au courant des projets d'implantation industrielle.

« La structure gouvernementale actuelle le condamne à la guérilla (contre les autres ministères) », dit Luc Ouimet, ex-commissaire du Bureau des audiences publiques et président de la toute nouvelle Association pour les évaluations d'impact. « On est bien loin d'une action concertée. »

« J'ai offert à l'Environnement de partager le travail de surveillance », raconte

un biologiste de la direction environnementale du ministère des Transports. « Ils ont refusé. Moi je surveille les travaux, et eux me surveillent ! On dédouble l'ouvrage. C'est fou. »

Même les départements de santé communautaire, pourtant responsables de la protection de la santé publique, ont de la difficulté à obtenir des renseignements. « Le ministère sait qu'il y a des polluants sur notre territoire, mais nous, on l'apprend par les journalistes », déplore le docteur Gaëtan Carrier de l'hôpital Maisonneuve-Rosemont. « Mais je dois dire que ça s'améliore. »

La bisbille est même prise entre le ministère et ses bureaux régionaux. L'Association de l'industrie forestière suit les dossiers de ses membres à la trace, par crainte d'en voir certains disparaître, bloqués par un fonctionnaire en mal d'autorité. « La lutte de pouvoir entre le bureau central et les régions gruge tellement d'énergie qu'il en reste peu pour l'action », dit Réjean Dugré, de l'Association des ingénieurs du gouvernement du Québec.

À Québec, on ne nie pas. On a vu des industriels obtenir des autorisations dans une région et se voir refuser les mêmes dans une autre. « Les industries ricanent de nous voir nous chicaner entre nous, dit le sous-ministre Cléroux. En 1995, quand la régionalisation sera terminée, ça devrait aller mieux. »

En 1995, Québec planifiera et les six bureaux régionaux exécuteront, appliquant des règles identiques d'un bout à l'autre de la province. Entreprises et citoyens auront le « guichet unique » qu'ils demandent. Mais cela ne réglera pas l'éternelle lutte fédérale-provinciale, qui fait aussi des ravages. Les entreprises doivent faire des analyses pour les deux gouvernements, selon des méthodes différentes, à des fréquences différentes.

Pour beaucoup, le problème n'en est donc pas un d'argent. C'est un problème de volonté politique, un débat surtout sur « la forme de l'intervention de l'État en matière de protection de l'environnement ». Un ministère peut-il vraiment faire le travail ? Ne faudrait-il pas plutôt penser à un conseil interministériel ? A une Agence de protection comme celle des États-Unis (voir encadré) ?

« Partout dans le monde, les ministères de l'environnement sont obligés de se repositionner dans la structure gouvernementale », dit le philosophe Harvey Mead, responsable depuis 1989 du développement durable. Peu après cette entrevue, Mead démissionne du ministère déplorant « le manque de vision du ministre Paradis ».

En attendant le « repositionnement », les 1940 fonctionnaires se demandent chaque matin quelle nouvelle tuile va s'étaler à la une des journaux. En réalité, disent plusieurs, les déboires du ministère ne sont que le symptôme de l'ambi-

valence des Québécois en matière de protection de l'environnement. Selon un récent sondage Gallup, 49 % souhaitent que le développement économique prime la protection de l'environnement ; 44 % préfèrent l'inverse.

« Il faut s'entendre, dit Cécile Cléroux. On peut jouer dur. Mais est-ce vraiment ça que les gens veulent ? Même si ça provoque des pertes d'emplois ? »

Selon le ministre Pierre Paradis, il n'y a pas à choisir entre création d'emplois et protection de l'environnement. « Prenez les pâtes et papiers, dit-il. Si l'industrie ne se modernise pas, nous perdrons de toute façon des emplois, parce que les clients, essentiellement américains, n'achèteront bientôt plus de producteurs reconnus comme des pollueurs. Il faut expliquer ça à la population. »

Harvey Mead va plus loin. Selon lui, « le point de vue de la population doit changer » : « L'environnement et le ministère de l'environnement sont deux choses distinctes, dit-il. Ce n'est pas le ministère qui va régler tous les problèmes. »

La population, en effet, attend beaucoup du ministère et lui pardonne peu. « Les gens téléphonent et nous demandent : Que faites-vous pour tel problème ? » raconte la directrice des communications, Louise Jacob. « Souvent, on ne sait même pas que le problème existe. On l'apprend en même temps qu'eux. »

Ces aveux d'ignorance sont souvent mal reçus. « Ils ne répondent pas à nos questions », proteste le docteur Maurice Bettez, président du Mouvement contre l'incinération. « Tout ce qu'ils trouvent à dire c'est "je ne sais pas" ou "nous ignorons". Nous, on ne peut pas se permettre de ne pas savoir. C'est notre santé qui est en jeu. »

Et le fait est que bien souvent le ministère ne sait pas. Comme ce jour où un citoyen a téléphoné pour informer l'Environnement qu'il avait découvert un pissenlit de 10 pouces de diamètre !

Ex-directrice des communications à la Condition féminine, pourtant habituée aux controverses, Louise Jacob a le vague à l'âme. Pas facile d'être la directrice des communications du plus impopulaire des ministères québécois. « Les gens acceptent que la médecine n'ait pas encore de remède au cancer. Ils n'acceptent pas que le ministère de l'Environnement ne sache pas toujours quoi faire. »

André Marsan, sous-ministre adjoint à l'assainissement industriel, dénoncé par les écolos comme « inféodé » au privé, soutient pour sa part qu'il faut « faire confiance aux entreprises ». « Ce sont elles qui vont assainir. Pas les fonctionnaires. Déjà le marché les y pousse, avec les banques qui refusent de plus en plus de prêter aux pollueurs. Il faut les aider, pas leur taper dessus. »

Mais d'autres sont moins optimistes. « Quand les entreprises embauchent des

consultants pour les aider à contourner les règlements du ministère, raconte un militant du parti libéral, où est-elle, leur bonne volonté ? »

Jusqu'ici, Québec a préféré la carotte au bâton. On négocie avec les pollueurs. Ainsi, l'usine de Sidbec-Dosco, à Contrecoeur, qui produit plus d'un million de tonnes d'acier par année, a jusqu'en 1995 pour réduire de 88 % ses rejets polluants. D'ici là, elle peut continuer de déverser quotidiennement dans le Saint-Laurent 336 kilos de fer et 150 kilos d'huiles et de graisses usées. Près de 1600 entreprises ont des ententes semblables.

« C'est mêlant pour les gens », dit Léonce Guérard, directeur du service des enquêtes, mieux connu sous le nom de « police verte ». « Ils nous appellent pour dénoncer des pollueurs et on leur dit qu'on ne peut rien faire parce qu'il y a un programme. » En 1990 et 1991, la grande majorité des pollueurs condamnés à des amendes étaient des individus, des fermes et de petites entreprises. « Sans la pression des médias, les enquêtes contre les gros se termineraient rarement par des poursuites », affirme un ancien de la police verte.

Rue Marly, à Sainte-Foy, le soir tombe sur le gros édifice doré du ministère de l'Environnement, et la sous-ministre adjointe, Cécile Cléroux, est encore en retard d'une heure pour relever sa gardienne. Mais elle est intarissable, convaincue de l'urgence de mettre fin à la dérive de son ministère.

« Les pollueurs trouvent qu'on coûte cher à l'économie. Les pollués trouvent qu'on n'en fait pas assez. Il va falloir trouver un équilibre qu'on peut se payer, quelque part entre le "je me fous des conséquences économiques" et le "je ne fais rien contre les pollueurs pour préserver les emplois". Et il va falloir trouver vite. » ■

La contre-offensive de Paradis

Pour relancer l'action gouvernementale, le ministre propose un Office de protection de l'environnement.

Après l'Office de la langue française, la Commission de la santé et de la sécurité du travail et la Commission de protection du territoire agricole, le Québec aura-t-il bientôt son Office de protection de l'environnement ?

Le ministre, Pierre Paradis, a lancé l'idée en décembre. L'Office aurait pour mandat d'appliquer les lois concernant l'environnement. Il serait moins vulnérable aux pressions des politiciens, des médias ou des écologistes. Le ministère se concentrerait sur la planification, la recherche et la législation. Il sortirait ainsi du conflit permanent que lui causent ses rôles de législateur, de négociateur de programme d'assainissement et de police des délinquants.

Mais l'idée n'aura pas beaucoup de défenseurs. « Les fonctionnaires

seront contre parce que ça va réduire leur pouvoir, explique un de ses partisans. Les écolos seront contre parce qu'ils y verront un affaiblissement du ministère. Le milieu des affaires s'y opposera parce que c'est une nouvelle structure de contrôle. Et finalement, même si c'est ce qui pourrait arriver de mieux, ça ne se fera pas. Du moins pas à court terme. »

Mais le ministre de l'Environnement, Pierre Paradis, est optimiste. Il dit avoir l'appui de son gouvernement et surtout « l'appui de la population ». « Il y a deux ans, le taux d'insatisfaction de la population face au ministère frisait les 70 %, dit-il. Maintenant, c'est 50 %. La population veut de l'efficacité. Et l'Office, parce qu'il sera plus indépendant,

pourra livrer la marchandise. »

Le projet sera soumis à la consultation publique au printemps et pourrait être adopté en juin par l'Assemblée nationale. Paradis promet que le nouvel organisme s'auto-financera d'ici cinq ans en taxant les pollueurs (selon l'importance de leur pollution) et en faisant payer certains actes administratifs (des certificats d'autorisation, par exemple).

Le défi n'effraie pas Pierre Paradis. Comme il le fait remarquer lui-même, il est un des rares ministres de l'Environnement au pays à avoir survécu aussi longtemps. J'en suis à mon troisième vis-à-vis fédéral, à mon sixième en Colombie-Britannique. Dans l'Ouest et dans les Maritimes, en moyenne, ils ont été trois ou quatre à se succéder. »

Pénombre sur les enfants d'Agaguk

Les jeunes Inuit ont troqué leurs harpons pour des Nintendo. Mais leur nombre et leur violence font craindre le pire d'ici 10 ans.

par Carole Beaulieu

Par -77°C, ils sortent de l'école avec des jeans troués aux genoux et font face au vent de l'Arctique, tête nue, les cheveux teints en rose ou en vert. « Ce soir tout le monde sera à la danse », me dit Bert, 14 ans, avant de disparaître sur un skidoo vrombissant dans la nuit déjà noire à 3h de l'après-midi.

Bert est un « aqunnaaki », un « entre deux peaux », comme disent les Inuit. Un adolescent quoi ! Mais pas un adolescent tout à fait comme les autres : un Inuk, un rejeton postmoderne d'Agaguk, citoyen de l'Arctique canadien, un territoire grand comme l'Inde mais un peu moins peuplé que Sherbrooke, où le taux de chômage des Inuit frôle les 80 % et où l'un des passe-temps des jeunes consiste à s'abrutir en buvant de l'alcool ou à se droguer au gaz propane. Dans l'Arctique, les deux tiers des Inuit ont moins de 25 ans. Du Yukon au Nouveau-Québec en passant par les Territoires du Nord-Ouest, les « aqunnaaki » inquiètent.

« Dans certains villages, ils terrorisent la population », raconte la directrice de l'école d'Igloolik, à quelques kilomètres du cercle polaire. « À 20 ans, ils font du vandalisme comme j'en faisais à 14 ans », dit Bill Adamash, le maire de Coppermine, située à 1603 km au nord-est d'Edmonton.

Les vieux, ici, ont connu l'époque des

igloos, des grandes chasses, des épidémies et des famines. Ils ont vu les Blancs construire des maisons, des écoles, des hôpitaux, apporter l'électricité, la télévision, les antennes paraboliques, les pizzerias, les arcades et les arénaux chauffés. Aujourd'hui, la population inuit augmente quatre fois plus vite que la moyenne nationale : un véritable *baby boom* soutenu par la baisse de la mortalité infantile. « Je veux jouer pour les Oilers d'Edmonton », me dit en souriant Keith Atatahak, un galopin de 10 ans qui habite Cambridge Bay, à 1815 km au nord-est d'Edmonton...

À la patinoire de Cambridge Bay, on affiche les noms des enfants punis pour avoir enfreint les règlements. Dans le passé, être exposé publiquement à la honte constituait une dure punition. Aujourd'hui, les jeunes s'en fichent. « Ils n'écoutent plus les vieux », dit avec lassitude Adamee Nookiguak.

Enfant, Nookiguak était si petit que son père le cachait dans la pointe de son kayak. Il avait 44 ans lorsqu'il a emménagé dans une maison de bois. Ses mains aux phalanges brisées par les filins emmêlés des attelages de chiens témoignent d'une autre époque. Aujourd'hui, ses petits-enfants ne le comprennent pas lorsqu'il parle inuktitut. « Les aînés ont une terminologie associée à des activités que les jeunes ne pratiquent plus », explique Brian MacDo-

nald, du centre de recherche d'Igloolik.

Entre la chasse aux phoques et la musique de Madonna, entre le harpon et les ordinateurs, les jeunes hésitent. « Leurs pères étaient chasseurs », dit George Qulaut, un Inuk coordonnateur du laboratoire de recherche d'Igloolik. « Eux ne peuvent pas l'être. Pas à temps plein. Ils doivent faire des choix que leurs parents n'ont pas eu à faire. » Les murs des écoles du Nord sont couverts de posters antidrogue, antibagisme, antialcool. Certains villages ont adopté le couvre-feu : aucun mineur ne peut circuler dehors, en semaine, après 22 h. À Broughton Island, on a limité à deux bouteilles de 40 onces la quantité d'alcool qu'on peut commander au Sud. « Mais on ne peut pas fouiller tout le monde à l'aéroport ! » dit le maire Rottan.

Selon un fonctionnaire de Cambridge Bay, même le crack a fait son entrée sur le marché polaire. Il y a deux ans, dans ce village, deux jeunes sont morts dans l'explosion de bonbonnes de propane dont ils respiraient les vapeurs. Deux autres ont survécu. L'un d'eux, gravement brûlé, promène son visage défiguré dans les corridors de l'école. Depuis, toutes les bonbonnes sont sous clé.

Wilfrid MacDonald, tenancier du snack-bar et coroner du village, est plus optimiste. « Ça s'améliore », dit cet ex-Montréalais installé à Cambridge Bay depuis trois ans. « Du côté des filles sur-

tout. Elles boivent moins.»

Le mercure frôle les 50 degrés sous zéro en ce vendredi soir de février. Une dizaine de jeunes s'agglutinent autour du snack-bar, près de la patinoire, entre le club de curling et la radio locale. Les clients sont rares : on danse ce soir au centre communautaire.

De jeunes mères de famille surveillent la danse. Et les grands gaillards qui cachent leur bière dans un coin s'attirent rapidement leurs foudres. Dans la salle, des nymphettes aux allures de jeunes Thailandaises se tortillent sur un rock tonitruant en tenant des bébés dans leurs bras. Des bambins rampent entre les jambes des danseurs. « La famille est très importante ici », explique la directrice d'école.

Si la plupart des filles ont encore des enfants à 14 ou 15 ans, les familles de neuf ou 10 enfants ont disparu. La moyenne oscille autour de quatre ou cinq. Mais on n'imaginait pas une femme sans enfant.

« Les femmes sont désormais moins dépendantes des hommes, dit le père Lechat, un oblat installé dans le Nord depuis 20 ans. Au temps des chasseurs, une femme sans homme mourait. Aujourd'hui, il y a l'État, et les femmes s'instruisent davantage. Les hommes se sentent menacés. Alors ils tapent. »

Dans les six villages que j'ai visités, un au Nouveau-Québec, cinq dans les Territoires du Nord-Ouest, bien peu de jeunes m'ont semblé sûrs de leur avenir. « Je ne sais pas », répond Simeonie, 26 ans, lorsqu'on lui demande ce qu'il veut faire de sa vie.

Simeonie reçoit du gouvernement près de 200 dollars par semaine pour étudier. Son loyer, calculé selon son revenu, est de 32 dollars par mois. Sa femme étudie à Iqaluit, plus au sud, et leur fille de trois ans est confiée aux grands-parents. Affalé sur une chaise, Simeonie répond par monosyllabes aux questions qu'on lui pose. « Il y a beaucoup d'apathie chez les jeunes », fait remarquer Mike Stenfors, un éducateur finlandais qui enseigne aux décrocheurs, comme Simeonie, à Broughton Island, au nord du Québec. « Je les visite, j'essaie de les inciter à retourner aux études. Certains ont déjà pris tellement de drogue que leur cerveau est affecté. D'autres ne sortent jamais de l'adolescence. »

Le gouvernement des Territoires met le paquet pour attirer les Inuit sur les bancs d'école : transport, logement, nourriture, services de garde sont entièrement payés. A Iqaluit, l'Arctic College reçoit 380 étudiants, dont 95 % d'Inuit. Quelque 47 professeurs les encadrent. Un ratio de un pour huit, bien au-delà du un pour 12 moyen des cégeps québécois. On consacre la moitié du temps d'enseignement aux *life skills* : gérer un budget, organiser son temps de travail, résoudre des problèmes personnels.

Mais tout cela ne suffit pas. Près de 90 % des jeunes Inuit décrochent ! L'an dernier, dans l'ensemble des Territoires du Nord-Ouest, à peine 26 ont terminé leur secondaire. De rares exceptions se rendent à l'université.

Les thèses ne manquent pas pour expliquer ces échecs : crise d'identité, acculturation, etc. « Comment voulez-vous étudier dans une maison bondée où les parents passent la nuit à écouter la télé ? » demande une enseignante de Cambridge Bay. Dans certains villages, on s'entasse à 12 ou 15 dans des maisons de deux ou trois chambres à coucher. L'attente pour une maison est de deux à quatre ans. (Construire dans l'Arctique coûte au minimum 200 000 dollars ; les maisons privées sont rares et l'État limite ses dépenses.)

Les *soaps* américains sont tellement populaires que, « dans certains villages, la présence en classe dégringole au fur et à mesure qu'on y installe le câble. « Il faudrait changer l'horaire et commencer les classes à 13 h, dit un enseignant. Les jeunes passent la nuit à écouter la télé. »

Pour certains, le problème est linguistique. Plus « branché » sur le Sud, l'ouest de l'Arctique a rapidement perdu sa langue. Les enfants parlent anglais entre eux. « Certains refusent même de parler inuktitut », explique l'animatrice de Kakayak, la première garderie où l'on parle inuktitut de la région. « Ils trouvent les mots trop longs. »

Selon Marc Beaudry, un Franco-Manitobain qui a enseigné 10 ans dans l'Arctique de l'Ouest, le Nouveau-Québec a peut-être mieux réussi l'éducation des jeunes Inuit, en se faisant le pionnier de l'école en inuktitut et en donnant le choix entre le français et l'anglais.

Elizabeth Apak Rose, une enseignante d'Igloolik, aujourd'hui directrice des programmes d'éducation en inuktitut, comprend mal l'apathie des jeunes. « Enfant, on m'a retirée de ma famille pour m'envoyer à l'école dans le Sud. J'ai survécu. J'ai reçu une éducation. Pourquoi n'y arrivent-ils pas ? Il y a 50 ans, si vous n'étiez pas exigeant envers vous-même vous mouriez ! On n'exige pas assez de ces jeunes. Et ils n'exigent pas assez d'eux-mêmes. »

Deux des meilleurs élèves de l'éducation des adultes de Broughton Island, « raccrochés » à grands frais et inscrits à l'école secondaire d'Iqaluit, ont dû rentrer au village après s'être égarés trop souvent au bar d'un hôtel de cette ville. Pour contrer ce phénomène, de plus en plus de villages offrent des classes allant jusqu'à la fin du secondaire. « Nous espérons d'ici trois ou quatre ans voir augmenter le nombre de diplômés et la qualité de l'enseignement », dit un fonctionnaire de Yellowknife. « Mais il faudrait des contrôles plus sévères, dit Mike Stenfors.

Les jeunes ne s'en plaindraient pas. »

Stenfors n'est pas le seul de cet avis. « Ces jeunes ont besoin de cadre pour se définir, dit le sociologue Jean-Jacques Simard. Les parents ne les disciplinent pas parce qu'ils ne comprennent pas le nouvel univers dans lequel les jeunes évoluent. Dans le passé, c'est l'environnement qui se chargeait de la répression. »

Dans les Territoires du Nord-Ouest, ce sont les activités les plus « structurées » qui fonctionnent le mieux : les cadets, les scouts, les ligues de hockey. Au Nouveau-Québec, on a longtemps cru qu'il valait mieux laisser les Inuit développer leurs propres organisations plutôt qu'imiter celles du Sud. On se demande maintenant si les scouts, avec leur code d'honneur, et leur uniforme, ne sont pas en fait une bien belle école de formation !

Certains jeunes rêvent de vivre de chasse et de pêche comme leurs ancêtres mais doivent emprunter la motoneige de leur père. « Je n'ai pas d'argent pour l'essence et les munitions », se plaint un jeune d'Igloolik. Les Inuit des Territoires espèrent obtenir un programme de rémunération pour leurs activités traditionnelles (comme à la baie James). Mais le répit ne serait que marginal, dit le père Lechat. Au mieux, certains nourriront mieux leur famille et augmenteront leurs revenus, mais « on ne peut pas revenir en arrière ; l'avenir passe par l'éducation et l'intégration au monde moderne. »

Non pas qu'on résoudra ainsi tous les problèmes. Même si les Inuit décrochaient tous les emplois du Nord (aucune infirmière inuit n'œuvre dans les Territoires du Nord-Ouest et moins du tiers des enseignants sont inuit), ça ne suffirait pas à endiguer le chômage. La population croît plus vite que l'économie. Rien que dans les 48 petits villages des Territoires, il faudra créer 11 000 emplois d'ici 10 ans. « Les jeunes vont devoir migrer vers le Sud », dit Lloyd Barber, ancien recteur de l'Université de Regina et membre de la Commission canadienne des affaires polaires. « L'économie du Nord ne peut pas intégrer autant de main-d'œuvre. »

Mais à part quelques jeunes comme Bertha, 18 ans, de Cambridge Bay, qui rêve de vivre à Ottawa, ils sont bien peu à vouloir quitter le Nord. « C'est plus tranquille ici », dit Terry, qui a connu les « foules » d'Iqaluit. « Dans un centre commercial de Dorval, on me regardait comme une bête curieuse », raconte Candace, 23 ans, qui portait ce jour-là le vêtement traditionnel des femmes inuit.

Mais où trouver l'argent, ailleurs qu'à l'aide sociale, pour payer 3,99 \$ le pain tranché, 3,58 \$ le litre de lait, 3,50 \$ le litre d'essence, huit dollars la livre de beurre et 12 dollars la douzaine d'œufs ?

« Quand nous aurons Nunavut, les Inuit auront des emplois », affirme Bert Mak-sagak, 17 ans, un adolescent de Cam-

La population inuit augmente quatre fois plus vite que la moyenne nationale. Même si les Inuit prenaient tous les emplois des Blancs, ça ne suffirait pas à endiguer le chômage.

bridge Bay qui rêve de devenir reporter à la télé. Nunavut, ce projet d'autodétermination gouvernementale des Inuit de l'est des Territoires, suscite de grands espoirs. « Mais l'argent ne va pas tomber du ciel », dit Lloyd Barber. Près de 85 % du budget des Territoires vient d'Ottawa. Et on annonce des coupures importantes: l'abolition, entre autres, de 600 des 800 comités territoriaux. Des dizaines d'emplois perdus.

Jusqu'ici, le développement de l'Arctique s'est appuyé sur les mines, l'exploration pétrolière et le tourisme. De grands projets qui ont fourni peu d'emplois aux Inuit. « Et il n'y a pas chez les Inuit de tradition d'entrepreneurship », dit Frank Pierce, un homme d'affaires d'Iqaluit.

A Broughton Island, une île isolée du détroit de Davis, à plus de 2000 km au nord de Montréal, les sandwiches de la coopérative viennent de l'Alberta! Et coûtent 5,79 \$. Un projet de tannerie traîne depuis cinq ans. Ailleurs, on tarde à paver des routes ou à installer des aqueducs pour sauver les emplois des opérateurs de niveleuses ou des conducteurs des camions-citernes. D'autres parient sur la commercialisation dans le Sud des steaks de caribous et des croquettes de

bœuf musqué! Mais les projets piétinent, ralentis par des problèmes d'inspection.

Le tourisme demeure créateur d'emplois. Mais de façon limitée. Car qui peut payer les 3000 dollars que Cambridge Bay a facturés à des Japonais pour quelques jours dans un igloo?

Grâce à l'effort massif des dernières années pour construire des arénas et des piscines intérieures, les jeunes sont moins désœuvrés qu'il y a 10 ans. Mais ils n'ont toujours pas de projets d'avenir. Selon le directeur de l'école primaire de Broughton Island, Walter Raniowski, ils n'ont pas de rêve, pas de but. Ils cherchent à s'intégrer au monde moderne sans trahir ce qu'ils perçoivent comme leur héritage. Et n'y arrivent pas.

Mary Adams, une jeune mère de famille de Kuujuaq, songe à lancer une boutique de vêtements pour enfants ou acquérir une franchise de la chaîne Au Coton, populaire dans le Nord. Angela Innoya, caissière au magasin Northern d'Igloolik, est déterminée à voir ses enfants vivre une vie meilleure. « Je ne les laisserai jamais quitter l'école! » dit-elle avec détermination. Sa plus jeune fille rêve de devenir infirmière, son petit garçon d'être pompier et son aînée, gar-

dienne de zoo!

Dans certains villages, les enseignants redoublent d'efforts. A Igloolik, on a jeté par-dessus bord les manuels venus du Sud et préparé un curriculum nordique. On fait de l'anatomie avec des squelettes de hibous, des mathématiques avec les antennes paraboliques, de l'histoire avec des fouilles archéologiques. Un programme de « lecture de neige » suivi par les écoliers du primaire atteint le niveau de celui offert aux universitaires du Sud.

Dans le gymnase où se déroule l'exposition scientifique, les jeunes sont alertes, curieux, enthousiastes. « Je veux être avocate », dit Kathy Haulli, 14 ans, cheveux orange, coupe punk, bottes de suède à talons hauts. Aujourd'hui, Kathy explique aux visiteurs comment fonctionne un téléviseur. Demain, elle ira chasser avec ses parents.

« Moi je veux être caméraman », dit Kenneth Kripanik, 15 ans, amateur de chasse au harpon, mâcheur de gomme et fan de Iron Maiden. Bertha, 14 ans, veut être médecin. « Je vis dans les deux pouces en haut de l'écran de télévision », dit en riant un adolescent. « Les deux pouces qu'on ne voit pas de la carte du Canada. » ■

Plus de 200 km en autobus et en métro à travers Montréal. Une drôle d'aventure peuplée de petits bums au cœur tendre, de retraités nostalgiques, de travailleurs tranquilles et de couteaux qui brillent sous les néons.

Dans le ventre de la métropole

par Carole Beaulieu

Dix-neuf heures déjà que je sillonne la ville en autobus et en métro. Devant moi, Montréal est comme un gros gâteau dont les chandelles fondent. Je n'ai encore vu ni « la Cathérine », ni la Main, ni la rue Saint-Denis, ces rues mythiques dont parlent les guides touristiques. Mais j'ai vu Montréal ! Le Montréal profond peut-être. Bousculé en mille langues, effrayé par ses misères, ravi de ses élégances, rigolant de ses travers, à court d'idées sur ses beautés.

Cent fois, au cours de la journée, j'ai enfreint la règle non dite du transport en commun : j'ai parlé à des étrangers. Si vous saviez la ville qu'ils m'ont fait voir ! Instable comme un soufflé qui n'a pas encore levé. La seule ville peut-être où un adolescent peut, en toute innocence, me dire que son héros est Martin Luther King... et que ce qu'il déteste de Montréal ce sont les « nègs » !

Tout a commencé à 5 h du matin. J'ai pris ma carte autobus-métro et je suis partie. Sans destination précise. Une idée, comme ça : rouler dans Montréal en

« nowhere ». En 1950, paraît-il, fraîchement débarqué de sa Gaspésie natale, mon père avait fait pareil avec des billets de tramway. Il avait pris le premier qui passait et avait roulé « jusqu'au bout de la ligne ». Puis avait changé de direction. Jusqu'au terminus. Comme ça, pour voir.

A 6 h du matin, j'étais à Sainte-Anne-de-Bellevue, au bout de l'île, dans l'ouest. Les banlieusards, blottis dans leurs bagnoles, attendaient le train en lisant leur journal. J'ai pris un café avec le patron de la cantine mobile. « Je ne vais jamais à Montréal », m'a dit Michel Forest, 34 ans, père de trois enfants. « J'ai quitté Saint-François, à Laval, parce qu'il y avait trop de Noirs, trop de violence. A Rosemère, j'ai la paix. »

La violence, les étrangements qu'on accepte mal, les embouteillages, la saleté... Montréal n'a pas belle allure vue du quai de la gare de l'ouest. Même ici, à 50 minutes de train du centre-ville, les néons de la gare ont été fracassés par des vandales, les murs sont couverts de graffiti. « En 1965, Montréal était une belle ville », dit Carole Topp, une fille d'Alma installée à Beaconsfield depuis 10 ans. « Aujourd'hui, c'est sale. Chaque hiver, je

bousille deux paires de bottes. »

Cathy Foster, elle, adore. Et comment ne pas la croire ! Mère de famille de 35 ans, elle a suivi son mari en Ontario il y a un an. Mais elle refuse d'abandonner Montréal. Chaque matin avant l'aube, elle quitte sa maison de Lancaster, 90 km à l'ouest de la frontière du Québec et de l'Ontario, pour rouler vers Sainte-Anne-de-Bellevue où elle prend le train. Deux heures de route. « J'aime les restos, les gens, l'activité du centre-ville. Montréal, c'est MA ville. »

L'express de 7 h 01 entre en gare. Je m'enfoncé dans un siège de cuvette vert pâle. Une femme sort son tricot. Plusieurs ouvrent des bouquins, branchent leur baladeur. Un homme en complet pitonne sur son cellulaire. Les gares défilent : Beaconsfield, Beaurepaire, Cedar Park : adolescentes en jupes à carreaux, attache-case en cuir, dames élégantes. Seul le froissement des journaux trouble le silence. « Les Montréalais ne connaissent pas leur bonheur », dit Roger Hoather, 47 ans, un Britannique installé au Québec depuis deux ans. « Un embouteillage à Londres, ce n'est pas 10 minutes de retard, c'est une heure ! A

Dans le 215, à part le chauffeur et moi, tout le monde parle une langue étrangère. « Du roumain », dit une sexagénaire. « Du lingala », me dit un grand Noir ravi de mon intérêt.

Montréal, on trouve de bons services de santé accessibles, pas de violence, des maisons à prix raisonnable, de bonnes universités. »

De l'autre côté de la vitre, sur l'auto-route 20, on roule à petit régime. Un McDonald, un Petro-Canada, Provigo, l'aéroport. Et puis Montréal-Ouest, une jolie petite gare à pignons, des rues invitantes. Et un premier panneau vert : Montréal. « Montréal c'est numéro un, dit Jean Fradette de Dorion. L'ambiance dans les sous-sols du centre-ville l'hiver, tu vois ça nulle part ailleurs. »

Gare Vendôme, le train se vide à moitié. J'emboîte le pas. Des débris jonchent le sol du tunnel. Les poubelles débordent, ça sent le mois. Les passagers progressent en rangs serrés vers le métro, long serpent fleurant bon l'après-rasage et l'eau de toilette. Et c'est le choc en entrant dans la station. Au-dessus de la foule pressée, le long d'une mezzanine, des dizaines de jeunes Noirs bruyants sont accoudés. Une fillette crache tranquillement sur les passants, en bas, pendant que l'agent de sécurité regarde ailleurs. D'autres s'amuse à lancer des

papiers. « Ce n'est pas une station facile », dit l'agent #2840, une grande fille de Thetford Mines amoureuse de Montréal depuis son arrivée il y a 13 ans. « Tu parles à un, et l'attroupelement se forme : 20, 30, 40 jeunes. Faut avoir les nerfs solides. »

Je resaute dans le train. Le long de la voie, un grand panneau publicitaire de la station CHOM promet « Montréal Rock-&Roll ». Gare Windsor, le train s'arrête sous le Château Champlain, sans doute le seul gratte-ciel calqué sur une râpe à fromage. La gare sent bon les croissants et le plancher fraîchement lavé. Les passagers se pressent vers la sortie, bruisante volée disciplinée qui s'égaie vers les lobbys rutilants du centre. « Les mendiants sont de plus en plus agressifs », dit Anne Pelletier, 34 ans, célibataire, voix douce et regard timide, banlieusarde de Pointe-Claire. « La misère me fait peur. » Les grandes tours de Bell, d'IBM, du Montreal Trust, brillent sans vergogne.

Je repars vers le Nord, vers « le Zoo ». C'est comme ça que les agents de sécurité appellent la ligne « bleue » en direction de Côte-Vertu : Vendôme, Villa-Maria,

Snowdown. Ici, on frappe pour aussi peu qu'une casquette des Raiders de Los Angeles. « Je déteste le français », me dit Stephanie, 18 ans, accoudée avec trois copines à la mezzanine de la station Vendôme. L'été, Stephanie rejoint son père à New York. L'hiver, elle est « coincée » au Québec, obligée d'apprendre le français pour compléter son secondaire 5. « *I hate it here* », dit-elle, la voix tremblante de colère. « Ils sont en train de changer ce pays en un pays français. »

Ils sont des centaines, tout autour de la station. Et pour chaque Stephanie, il y a une Marcella, 14 ans, toute droite dans sa jupe grise et sa blouse bien pressée. Débarquée de l'île antillaise de Saint-Vincent il y a trois mois, inscrite à l'École des Seventh-Day Adventists, elle est ravie du son que font les mots français en sortant de ses lèvres malhabiles. « Montréal c'est super ! » dit-elle, en léchant un gros suçon vert. « Il y a plein d'endroits intéressants. »

Dix écoles déversent leur clientèle cosmopolite entre les murs de la station Villa-Maria, dans le quartier Notre-

Dix écoles déversent leur clientèle cosmopolite entre les murs de la station Villa-Maria. « On ne peut pas leur dire de circuler. Tout de suite, ils nous traitent de racistes. »

Dame-de-Grâce. Cinq ou six à Vendôme. « On ne peut même pas leur dire tranquillement de circuler, dit un agent de sécurité aux tempes grises. Tout de suite ils nous traitent de racistes. »

9 h 15. La station Villa-Maria a tout du magasin désert après la ruée du Boxing Day. Je file vers le sud-ouest. Sur les quais qui défilent il n'y a plus que des vieux, des femmes et des enfants.

Terminus Angrignon, le métro émerge hors terre, en pleine lumière. On se croirait dans une serre. L'immense parc voisin s'étale au soleil. Quelques travailleurs avec des sacs à lunch en papier descendent encore des autobus Auger, Monette et Dufresne venus chaque matin de Châteauguay, Sainte-Martine et Huntingdon...

Après 40 ans de banlieue, René Joly est revenu à Ville Émard, à quelques pas du métro. Chaque matin, cravaté et frais rasé, il vient prendre son café et lire son

journal sous la verrière du centre commercial Angrignon où il trouve chaleur et « compagnie ». L'après-midi, il va rejoindre ses frères dans une brasserie du coin. Cet ex-ouvrier du CN ne va plus jamais au centre-ville. « Trop sale, trop difficile à stationner », dit-il. A 79 ans, Joly conduit encore sa Toyota.

Retour vers l'Est. A Lionel-Groulx, je change de ligne, attirée par le guitariste dont la musique monte vers les hauts plafonds de la station. Puis c'est la Place d'Armes, le quartier chinois. « Ce manteau vient de Hong Kong, il a coûté quelques centaines de dollars là-bas, c'est la toute dernière mode », me dit Catherine Chow. Élégantes dans leurs petits tailleurs, Chow et sa copine Diane – « housewives », me disent-elles – sont venues de la banlieue riche de Brossard pour déjeuner dans la toute dernière pâtisserie à la mode du quartier chinois : R. C. Rejent, un décor délicat de bois de

rose, des dizaines de pâtisseries sous cloche à l'entrée, du soleil, des plantes vertes. « Je n'aime pas l'hiver, dit Catherine. Mais j'aime bien Montréal. »

Dans le 215, le chauffeur fait des mots croisés en attendant le départ. A part lui et moi, tout le monde parle une langue étrangère. « Le roumain », me répond une sexagénaire avant d'entrer au centre commercial Fairview (repaire matinal des jeunes mères et des poussettes). « Le lingala, du Zaïre », me dit un grand Noir, visiblement ravi de mon intérêt.

J'ai posé la question et tous les passagers m'ont regardée. Ben quoi... Je veux savoir. Savoir quels sont ces sons, ces musiques nouvelles qui résonnent dans nos vies. Du lingala, vous dites ? Ah bon.

« Ce que j'aime de Montréal ? La diversité », dit Mimo, 45 ans, Marocain, technicien en agronomie, qui travaille de 7 h à 19 h au dépanneur du métro Plamondon pour faire vivre ses six enfants. « Mais on

De Maisonneuve et Saint-Laurent. 23 h. Une jeune femme raconte son premier voyage à l'étranger. « Quand tu reviens, tu le vois d'en haut ton Montréal, tout illuminé, et t'as presque envie de l'embrasser. »

nous a menti. On nous a promis des emplois qui n'existent pas. »

L'autobus 161 entre doucement dans Outremont et change de langue. Le mont Royal et la tour de l'Université de Montréal à ma droite. Jolies maisons. Balcons. Calme plat. « Si je vous dis ce que je vois tous les jours, vous allez dire qu'on est racistes », dit le chauffeur d'autobus, soucieux de garder l'anonymat.

C'est la règle du silence chez les chauffeurs. Ne pas dire que dans l'ouest de la ville des dames en manteau de fourrure utilisent des correspondances périmées. Ne pas dire non plus que les Asiatiques « sont polis, disent bonjour, ne font pas de trouble ». Ne pas dire sa sympathie pour ces femmes de couleur qu'on prend en fin de journée au coin des grosses maisons riches de Hampstead où elles font le ménage. Ne pas mentionner les surnoms de certains quartiers : Rivière-des-Pourris, Pointe-aux-Tatas, Côte-des-Nègres.

Station Rosemont, j'avale un café et ressors. J'aime, un jeune émigrant péruvien vend sur le trottoir, avec le plus pur accent québécois, du... sirop d'érable ! Derrière la station se dressent les sombres manufactures des rues avoisinantes. « Ils arrivent vers 6 h du matin. Beaucoup de Latinos. Des gens instruits qui ne trouvent pas d'autres boulots. » A l'intérieur, Pascal, 22 ans, vend chaque semaine une cinquantaine d'*El Popular*, un journal en langue espagnole publié à Toronto. « On a surtout du trouble avec les Noirs », dit-il.

Doit bien y avoir des Blancs qui font du trouble, non ? Oui, dit le vendeur de journaux. « Mais ce sont des Blancs qui

ont le look Noir, l'attitude, l'arrogance. Ils sont Blancs mais ils sont Noirs dans la tête. » Bon sang ! Pascal, comprends-tu vraiment ce que tu dis ?

Les « Noirs ». Une personne sur deux m'en parle. Je dis : qu'aimez-vous de Montréal ? que voudriez-vous changer ? Et c'est comme si une conduite d'eau éclatait en pleine rue Sainte-Catherine. Ils déversent, ils dégorgent : la pauvreté, la saleté et les « autres », les immigrants, les Noirs.

Ce qu'ils aiment de leur ville, les Montréalais ? Je ne le sais toujours pas. Ils ne le savent pas eux-mêmes. Ou si peu. Ah oui... La Ronde, le cosmopolitisme (on n'est pas à une contradiction près), la vie de quartier, le mont Royal, le centre-ville, les terrasses de la rue Saint-Denis au printemps. « Que montrez-vous aux copains étrangers en visite ? » Long silence. Personne n'a de resto favori, de théâtre adoré, de parc préféré. Personne ne dit le stade, la Place des Arts, le Vieux-Montréal, le jardin botanique, le fleuve. Plus de 50 personnes interviewées, au hasard !

Je monte dans le 197, boulevard Rosemont vers l'Est. « Y'a des beaux gars en arrière », crie le chauffeur aux dames qui encombrant l'entrée de son autobus. « Y sont sortis par la porte d'en arrière », lui répond du tac au tac une passagère. Clins d'œil, complicité, cabotinage de voisins qui se retrouvent chaque jour à la même heure dans le même autobus. Le 197 sent l'Est francophone à plein nez : jeunes travailleurs aux cheveux longs, clés accrochées aux ganses de leurs jeans délavés, sportifs en vestes Kanuk, manteaux de similifourrure.

« Je suis le même avec tout le monde », dit le chauffeur Bernard Beauvais, en secouant sa tignasse blanche. « Mais je vous le dis, ce sont toujours les mêmes qui ne répondent pas à mes bonjours. Et je ne vous dirai pas qui. »

Terminus Langelier. Je prends le métro jusqu'à la station Honoré-Beaugrand. « Ce nèg... là, je paierais facilement pour le renvoyer chez lui par bateau », me lance un adolescent en montrant un homme qui retire tranquillement de l'argent du guichet automatique. A 18 ans, Jacques P., casquette des Raiders, veston des Bengal Tigers et barbe naissante, fait des jobines en tous genres dans son patelin de Pointe-aux-Trembles et danse au 13e ciel, la boîte adolescente du coin. Dans quelques jours, il doit partir avec des copains « faire des affaires » en République dominicaine ! Et son idole s'appelle... Martin Luther King, le héros assassiné de la lutte pour les droits civiques des Noirs américains ! « J'ai vu quatre fois le film sur sa vie. J'aime son message. Il a dit aux opprimés qu'ils avaient des droits, qu'ils devaient se tenir debout. Faut qu'on s'affirme. Je ne suis pas raciste. Si on m'écoeur pas, j'écoeur pas. Ici, faut savoir se faire respecter. » C'est le monde à l'envers !

Autobus 189. Rue Sherbrooke vers l'Est. « C'est trop pauvre Montréal. Dans l'Est y a pu rien, rien que des vidanges et l'usine de marde (usine d'épuration de la CUM) », dit Jean-Marie Cossette, un retraité qui, chaque jour, va retrouver ses copains au PikNik du Carrefour de la Pointe. « On jase, on se désennuie », dit Jacques Vincent, 68 ans et bien des cheveux blancs. Sa principale grogne contre

« Les Montréalais ne connaissent pas leur bonheur, dit un Britannique. Ils ont de bons services de santé accessibles, pas de violence, des maisons à prix raisonnable, de bonnes universités. »

Montréal, c'est l'absence d'un terrain de pétanque couvert ! Blagues et nostalgie de débardeurs.

Retour vers le métro : cinq ou six adolescents sautillant entrent dans le wagon, capuchon de sweatshirt remonté sur la tête, s'interpellant en créole. Le plus petit pointe quelqu'un du doigt dans le wagon suivant et... je comprends qu'on ne rit plus. Dès que les portes s'ouvrent, un grand adolescent blanc s'enfuit au pas de

course, le groupe à ses trousse, et moi derrière... Passé les tourniquets, un mauvais film ! L'adolescent blanc brandit un couteau en hurlant : « Dégage. » Le jeune Haïtien sort un grand coutelas, découpe l'air, fait briller la lame sous les néons. Banale fin d'après-midi à la station Langelier. Le jeune Blanc recule vers les tourniquets, fanfaronnant mais visiblement mort de peur. L'autre, souriant, avance en faisant des moulinets. Ses

copains l'encouragent de loin. Il pique un peu. Mais à peine. Visiblement il ne veut pas blesser son adversaire, plutôt l'effrayer. Le ballet dure moins d'une minute. Puis le groupe s'enfuit. Dans la station, personne n'a bougé. Le changeur fixe son comptoir. Deux quadragénaires, les bras croisés depuis le début de l'incident, reprennent leur conversation. « C'est des criss de nègs sales », me crie l'adolescent d'une voix tremblante.

Je le connais, ce garçon. Je l'ai interviewé, par hasard, deux heures plus tôt dans une autre station de métro. Grand, un peu bedonnant pour ses 16 ans. Casquette de gros coton rouge. Né dans le Bas-du-Fleuve, élevé à Rosemont, il travaille comme manutentionnaire dans un entrepôt. Flânait avec deux copines qui n'aiment pas non plus les Noirs « parce qu'ils nous volent nos chums et nos jobs ». « Aimes-tu les nègs toé ? », qu'il m'avait demandé. Si tu avais vu, Charlie, tous les jolis couples mixtes qui flânaient au Centre d'achat Fairview !

L'express du boulevard Pie-IX vers le nord. Les bras chargés de sacs, Lise Dominique, 37 ans, radieuse avec sa jolie tête bouclée est partie de l'hôpital Saint-Luc et remonte vers Saint-Léonard. « J'aime les petites boutiques du quartier, la gentillesse des voisins, la tranquillité, les petits cafés où les Italiens se rassemblent. » Ville douce et confortable vue à travers les yeux clairs de Lise.

Des autobus tranquilles qui se suivent et se ressemblent. Au volant du 48, A. Mellino, 42 ans, venu d'Argentine il y a 30 ans. « Je comprends les chauffeurs canadiens-français. Ils ne sont pas racistes. Ils n'ont simplement pas de sou-

tien. Si le passager ne paie pas, le chauffeur peut être suspendu. Si le chauffeur insiste, il se fait traiter de raciste. C'est comme ça que les guerres commencent : quand on ne se comprend pas. »

Nous roulons, fin seuls, le long de la Rivière-des-Prairies, sombre comme une coulée de pétrole. Mellino rentre au garage. Je flâne un peu au bout de l'île. Je comprends pourquoi Jean-Marie Cossette peste contre les chanceux de l'Ouest de l'île. Rien ici. Pas le plus petit appontement pour les bateaux des copains. Et pas de trains de banlieue non plus. Je repars vers l'ouest. Dehors, les tours des raffineries sont comme de grands cactus illuminés de ballons blancs.

Fatiguée, j'ai failli, au métro Lionel-Groulx, une heure plus tard, ne pas aborder le petit bum en blouson de cuir à franges qui flânait sur le quai. Pourtant c'est mon métier. Mais qui ne succombe pas, un jour ou l'autre, à la peur de l'étranger ? Seize ans, quelques brins de barbe blonde au menton, des allures de « p'tit tough », des yeux aussi bleus que les wagons de métro.

« Montréal, c'est le paradis, me dit Alain. Je viens de Laval. Tu connais Laval ? Petite maison, cour, salle de bil-

lard, ennui mortel. J'ai volé des chars. Ça fait de moi un délinquant. C'est pour ça que je suis au Mont-Saint-Antoine. » S'il pouvait changer quelque chose à Montréal, il éliminerait « les gangs ». « Je veux devenir céramiste ou flic, dit-il. Ça va bien avec mes valeurs. C'est pas parce que je m'habille en rocker que je fais des affaires croches. »

23 h. De Maisonneuve et Saint-Laurent. Une jeune femme attend l'autobus 55 et raconte son premier voyage à l'étranger. « Quand tu reviens, tu le vois d'en haut ton Montréal, tout illuminé, et t'as presque envie de l'embrasser. »

Je repense à la petite Taïwanaise qui vend des journaux chinois rue de La Gauchetière et rêve de se faire des copains autres que taïwanais, à Mirlande Guerrier, l'étudiante un peu timide dont le bambin chocolat m'a fait des sourires dans le métro, à Jacques, ce grand garçon volubile qui admire Martin Luther King et à Cathy Foster, cette belle femme qui quitte l'Ontario chaque matin pour venir à Montréal. Autour d'eux, un nouveau Montréal se dessine : incertain, maladroit, peinant sous la découverte de ses nouveaux visages de grande ville. Qui saurait dire ce qu'il en adviendra... ■

LA MORT DE MA VILLE

En 1920, Verdun était la troisième ville du Québec. Aujourd'hui, elle agonise. Pourtant elle a tout pour revivre.

par **Carole Beaulieu**

Le maire de Verdun prend la parole. Et j'ai comme le mal de mer. « La ville se développe normalement », dit-il à une dizaine de fonctionnaires et de gens d'affaires réunis dans une des salles du centre communautaire local. « Normalement » ?

Le fleuriste a brûlé. L'épicerie aussi. La moitié des écoles ont fermé. Toutes mes copines ont déménagé ailleurs. Mon école secondaire a été transformée en condo et l'ancien local des scouts est occupé par une cuisine collective. Des vieillards fouillent dans les poubelles du métro. Le SWAT ferme des piqueries dans la rue voisine. La Ville offre moins de services que toutes les autres de cette partie de l'île. Rue Wellington, un magasin sur cinq est à louer. Plus de 5300 familles vivent de l'aide sociale. « Tu crois que Verdun agonise ? » me dit l'un de mes anciens professeurs. « Écris vite. Sinon le cercueil sera déjà cloué ! »

Je suis né à Verdun, cette petite banlieue ouvrière du sud-ouest de Montréal. J'y ai grandi. J'y habite encore. J'aime cette ville à 10 minutes du centre-ville de Montréal, ses rues bordées de sixplex en brique rouge tout embalonnés, ses 125 dépanneurs sur sept kilomètres carrés, ses 18% d'espaces verts (deux fois plus qu'à Saint-Constant, la banlieue-bungalow d'en face), le vieux cordonnier de la rue Bannantyne, la brume qui monte du fleuve les matins d'hiver, les

chasseurs de canards dont on entend les tirs, en automne, de leurs caches près de l'île aux Hérons, les grands arbres du bord de l'eau, les gratte-ciel de Montréal qu'on aperçoit derrière le clocher tout au bout de la grande rue, les restaurants qui vous servent une bière « avec une salade » pour contourner la prohibition locale. (Avec Saint-Lambert, Verdun est la dernière ville du Québec à interdire les bars sur son territoire.) Et l'été. L'été quand Montréal étouffe, que la brise monte du fleuve pour soulever mes rideaux, que les gamins trompent la vigilance des policiers pour allumer des feux de camp au bord de l'eau. Au loin, la banlieue-bungalow scintille : Sainte-Catherine, Laprairie, Saint-Constant, de l'autre côté du Saint-Laurent, de l'autre côté des ponts.

« Verdun a une âme, je ne sais pas comment expliquer ça », dit Daniel L'Écuyer, 33 ans, l'urbaniste de la Ville, un gars de Repentigny tombé un jour amoureux de Verdun. « On pourrait y faire quelque chose. Mais là, on a touché le fond du baril. »

En 1920, Verdun était la troisième ville la plus peuplée au Québec : une jolie petite banlieue ouvrière avec deux grands hôpitaux, une population moitié française moitié anglaise (surtout irlandaise, en fait), le premier système d'eau filtrée de toute l'île de Montréal, une grande promenade de bois où prendre le frais le dimanche en mangeant de la crème glacée, des piscines au bord du

J'aime cette ville, ses rues bordées de sixplex en brique rouge. Des balcons, on peut toujours apercevoir le fleuve. Les commerçants de la rue Wellington crèvent de faim. Mais de nouvelles petites boutiques offrent maintenant des produits exotiques.

fleuve. Une ville modèle. « Une petite aristocratie de braves gens », écrit l'historien Julien Déziel. Des gens dont les rues de Verdun portent encore les noms, ceux des échevins qui ont bâti une digue pour voler au fleuve des centaines d'arpents et bâtir une ville sur un marécage.

Entre 1930 et 1940, alors que Montréal annexe presque tous ses voisins, trois « villages » résistent : Outremont, Westmount... et Verdun ! Mais déjà le déclin s'annonce. Densément peuplée, Verdun a peu d'industries et pas d'espace pour en accueillir. Les Verdunois travaillent chez les voisins, dans les manufactures montréalaises qui s'accrochent au canal Lachine. Les fermetures industrielles de l'après-guerre saignent le quartier. Les enfants rejettent les logements « sur ruelles » pour acheter un bungalow sur la Rive-Sud. Les parents restent, chômeurs ou retraités. Le pouvoir d'achat tombe en flèche. Et les commerçants de la « Wellington » – comme certains appellent la rue Wellington – crèvent de faim.

J'avais 26 ans quand J. A. Gagnon a fermé, en 1985. Pour moi, ce fut le commencement de la fin. Je ne saurais dire pourquoi. Peut-être parce que c'était de

là qu'était venue ma Barbie, une blonde aux longues jambes, « mise de côté » pendant plusieurs semaines, le temps de faire les paiements. J. A. Gagnon était le plus beau magasin de la ville, celui qui offrait les vêtements les plus chics, les meubles les plus chers. Après lui, d'autres ont fermé, remplacés par des « magasins à \$1 », des stands à patates frites, des comptoirs vidéo.

Aujourd'hui, dans toute la moitié est de la ville il ne reste plus une seule épicerie, rien que des dépanneurs dont les conserves coûtent deux ou trois fois plus cher que celles de Provigo. « Avec la hausse de 40% de la taxe d'affaires je m'attends encore à quatre ou cinq fermetures », dit Francine Langevin de la Promenade Wellington, le regroupement de commerçants. Mais d'autres ont du succès : la pâtisserie Gaumond étend sa renommée bien au-delà des limites de la ville, un resto français fait des miracles culinaires entre un gymnase et un *pet shop*, un manufacturier de la rue de l'Église vend ses prothèses jusqu'en Corée. « Il faut avoir le courage de foncer », dit-il.

En 25 ans, la ville a perdu 25% de ses habitants : de 86 000 à 63 000. La population d'âge scolaire a chuté de 51%! Plus de 6000 familles ont émigré vers la banlieue-bungalow. Un soir d'Halloween, c'est à LaSalle qu'il faut aller, juste à côté, pour retrouver les rues bondées de mon enfance. « Le sentiment d'appartenance existe encore, mais il est moribond », dit Laurent Dugas, 43 ans, animateur de vie étudiante à la polyvalente. Depuis 1985, Dugas siège au conseil municipal. Il fait partie d'une nouvelle génération de leaders qui tentent un baroud d'honneur. « Si dans cinq ou six ans on n'a pas réussi, il faudra peut-être admettre que c'est une cause perdue, que la ville va mourir. »

D'ici là, « on va se battre ». En février, 200 décideurs locaux se réunissent au centre communautaire pour une journée intensive de « recherche de solutions ». Pour la première fois, les travailleurs sociaux parlent aux gérants de banque, les enseignants aux commerçants, les médecins aux petits entrepreneurs. Ils découvrent qu'à peine 30% d'entre eux habitent à Verdun! Les solutions fusent. Les caisses populaires s'engagent à acheter localement. Les commerçants découvrent que la commission scolaire, petite, peut répondre vite et bien à leurs besoins de formation de personnel. Les fonctionnaires – provinciaux, fédéraux et municipaux – projettent un guichet unique pour tous leurs services. Médecins et commerçants songent à une navette qui relierait gratuitement les rues commerciales et les établissements de santé. Le département de santé communautaire, jusque-là inconnu de tous, devient le quartier général de l'opération. On y tient des petits déjeuners, plu-

Verdun est à 10 minutes à peine du centre-ville de Montréal. Pour revivre, elle compte, entre autres, sur la riche île des Soeurs (à droite), une enclave qu'elle possède à un jet de pierre de la terre ferme : 13 000 habitants, de belles maisons, 30 industries de pointe.

sieurs fois par semaine, à 7 h le matin. « Un vent nouveau souffle sur la ville », dit Pierre Shetagne, 36 ans, natif de Ville Émard, directeur de la Caisse populaire de Verdun. « Je vois ici un potentiel énorme! C'est pour ça que je suis venu. Cette ville a tout pour se développer : trois stations de métro, des espaces verts, la proximité du centre-ville de Montréal. On a peut-être des prestataires d'aide sociale mais on a aussi des retraités et des dépôts de plus de 50 000 dollars. »

La priorité va au logement. « Trop de jeunes familles quittent Verdun faute d'y trouver un logis adéquat », dit-il. Le tiers des logements ont été construits avant 1946 et ont besoin de rénovation. Les bungalows sont rares et convoités. Les jeunes familles qui cherchent un jardin pour leurs enfants n'ont pas le courage d'acheter un sixplex pour en occuper le rez-de-chaussée. « Si la conversion en condo était possible, bien des jeunes resteraient », dit Shetagne. La Ville y songe. Les organisations de protection des locataires s'y opposent. « Mais il y a des discussions, dit Shetagne. C'est un début. » L'autre espoir vient de l'île des Soeurs, cette île à quelques mètres de Verdun dans le Saint-Laurent. Vierge il n'y a pas 25 ans, l'île accueille aujourd'hui près de 13 000 habitants dont le revenu moyen est de 32 000 dollars par année, bien au-delà de la moyenne canadienne de 18 420 dollars. L'île c'est 20% de la population de Verdun mais 44% des revenus de taxation. Plus de 30 industries de pointe s'y sont installées : laboratoires de recherche, édifices futuristes. Et bientôt un grand hôtel. La vache à lait, quoi. Le poumon fiscal. Sans elle, il y a longtemps que Verdun serait en faillite.

Mais la coexistence est douloureuse. Les insulaires ne se sentent pas verdunois. « Tout nous sépare de Verdun terre ferme », dit la présidente de l'Association des propriétaires de l'île, Mme Leduc-Isabelle. « Le revenu, l'éducation. Même notre façon de parler, de voir la vie. »

Sur la terre ferme, 10% de la population a fréquenté l'université. A l'île des Soeurs, près de 60%! Mme Leduc-Isabelle convient que dans certains secteurs de l'île « on a l'esprit plutôt snob ». Les deux solitudes sont grandes : l'hiver, à la pause, les cols bleus qui déneigent l'île préfèrent retourner sur la terre ferme pour bouffer toast-œufs-café à 1,49 \$ plutôt qu'un croissant à deux dollars.

La Ville veut bâtir un pont reliant l'île

au centre-ville de Verdun. Les insulaires s'y opposent. Ils veulent un pont vers Montréal. « Il est bon que les riches aident les pauvres », dit Sam Gewurtz, président de Proment, le plus gros développeur de l'île. « Mais il y a une limite. » Les insulaires veulent bloquer la population à 16 000, la Ville projette plutôt 25 000. Selon Gewurtz, il faut « repenser le fédéralisme verdunois ». Si l'île fournit 40% du budget, ne devrait-elle pas avoir plus que deux voix sur 12 au conseil municipal?

Pour Gewurtz et bien d'autres, le problème de Verdun tient au manque de vision de ses leaders. « La Ville a vécu sur ses surplus budgétaires pendant des années, sans jamais innover, dit le conseiller Laurent Dugas. On a eu des administrateurs à la petite semaine dont l'inaction nous coûte cher aujourd'hui. »

Depuis quelques années, l'administration municipale se modernise : embauche d'un urbaniste, révision du zonage, assainissement des relations de travail. En 1990, on a remplacé les ateliers municipaux vétustes, en 1991, refait la principale rue commerciale. « Nous sommes une banlieue en redéveloppement, dit l'urbaniste Daniel L'Écuyer. Et le vent souffle de notre côté. Les gens veulent se rapprocher du centre. A nous de "vendre" Verdun. »

La Ville et les commerçants parlent d'embaucher un professionnel dont ce serait la tâche, un « metteur en marché ». La ville est méconnue et son image plutôt négative, disent des sondages menés par les commerçants.

Tout doucement, la ville se « cosmopolitise ». Récemment, des Chinois de Hong Kong ont acheté les nouvelles petites maisons propres du Village de la Poudrière, une enclave de maisons neuves, à l'est de Verdun ; des Iraniens louent les grands logements chers et décrépis des abords du métro, les Vietnamiens achètent les dépanneurs. Rue Wellington, une minuscule boutique sans affiche extérieure vend de l'eau de rose, du riz patna et du halavah (un dessert du Proche-Orient) auparavant introuvable à Verdun.

Au téléphone, Raymond Savard, le maire de Verdun, me redit que la ville se développe normalement. J'insiste. Mais la pauvreté? mais les difficultés des commerçants? mais la fuite des jeunes? « Il n'y a pas plus de problèmes ici qu'ailleurs. Dans quelques années ce sera merveilleux. » Certainement M. le maire. ■

Graphiste:
Composition Orléans inc.

Dépôt légal — 4^e trimestre 1992
Bibliothèque nationale du Québec

ISBN 2-550-27001-0